

Proétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAM. 22 - DIM. 23 MAI

n° 191 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire N° 56 942

LA SUITE DE  
NOTRE ENQUÊTE

## A quelle enseigne sommes-nous logés ?

Voir p. 2

Bourgogne-  
Electronique

## S'UNIR DANS LA LUTTE

Dans les ateliers, vendredi matin, après le pique-nique de popularisation, beaucoup de travailleurs (au tantale, au mical) étaient mobilisés : 4 à 5 000 personnes autour des 23, de nombreuses discussions d'unification, et surtout que ce n'est pas demain que Malot et la Thomson seront tranquilles, que maintenant que les huit délégués sont à l'usine, il faut «préparer la place des autres»...

En passant dans les ateliers, les délégués parmi les huit étaient arrêtés par les travailleurs qui leur disaient : «C'est à renouveler, il faut plus discuter, mieux voir ensemble ce qu'il y a à faire pour la lutte». Les travailleurs parlaient du soutien, financier notamment, et comment l'organiser dans la boîte. «Il faudrait aussi d'autres actions : faire rentrer les quinze qui sont encore en dehors de BE, les mener dans la salle du comité d'entreprise, ou quelque chose d'aussi marquant !»

### UNE MÊME LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION

Surtout le lien s'établit un peu plus nettement chaque jour entre le licenciement des 23 et l'ambiance de répression qui s'installe : de petits faits et détails mesquins (supprimer son bureau au délégué CGT dont la mise à pied venait d'être levée), c'est tout un système ! Mais le droit syndical est particulièrement visé : après des manœuvres pour rogner ces heures imparties aux délégués suppléants, voilà que la direction voudrait faire garder par les chefs les cartons de délégation (que les délégués gardent sur eux jusqu'à présent).

Mais plus généralement, c'est tous les ouvriers qui sont frappés, à qui la Thomson veut faire payer la victoire des cinq semaines de grève par des brimades quotidiennes, la remise en cause du droit acquis par les travailleurs.

suite p. 4

IMPRIMERIE CARON OZANNE (Caen)

# FLICS HORS DE CARON



voir p. 7

Environ 1 500 personnes se sont rassemblées hier soir à 17 h 30, place St Pierre à Caen à l'appel des syndicats pour protester contre l'intervention policière à Caron Ozanne. Une délégation des travailleurs IMRO (imprimerie rouennaise actuellement occupée) était venue apporter son soutien. Dans le cortège on remarquait une grande banderole de la SAVIEM contre le chômage.

C'est une manifestation combative qui a défilé pendant près de deux heures à travers le centre de Caen. Les mots d'ordre puissamment repris se succédaient sans interruption : «Flics, hors de Caron», «Lip, Griffet, IMRO, Caron, solidarité», «Non aux licenciements». Pendant le meeting des télégrammes de soutien (dont un du MIVOC) ont été lus soulevant à chaque fois une vague d'applau-

dissements. «Et c'était une bonne manif !» disaient les gars de Caron. Oui, mais demain ? Les problèmes restent posés...

«Ça s'est passé très vite ! Ils sont arrivés vers trois heures du matin. Il y avait un copain qui ne dormait pas, il n'a même pas eu le temps de mettre la sirène en route. Ils ont pulvérisé la porte à coups

de crosse pour rentrer. On n'a pas eu le temps de bouger !»

C'est ainsi qu'un des gars de Caron commente les événements de jeudi matin.

Hier, le Quotidien du Peuple n'est pas paru. Le syndicat du Livre appelait à riposter à l'agression contre les travailleurs de Caron. Nous avons tenu à exprimer aux travailleurs de Caron notre soutien face au coup de force policier.

### EN VUE DES MUNICIPALES

## Marchandages électoraux entre Mitterrand-Marchais-Fabre

Marchais et Fabre étaient hier les invités de Mitterrand au siège du Parti Socialiste. Cela faisait vingt-trois mois qu'ils ne s'étaient réunis tous les trois autour du même tapis vert. Il fallait donc que l'affaire soit d'importance et effectivement, y a-t-il plus important que les tractations électorales pour les partis de l'Union de la Gauche ? C'est en effet pour parler des leçons des cantonales et des municipales que cette réunion avait été convoquée.

suite p. 3

37<sup>e</sup>

Congrès

LA CFDT  
AUJOUR-  
D'HUI

voir p. 9

Mexique

Pétrole :  
Pression  
intolérable  
des USA

voir p. 8

## SUCCÈS DE LA JOURNÉE VILLE- MORTE AU PÉAGE DE ROUSSILLON

Vendredi matin, la ville de Péage est vraiment morte. Tout est fermé : magasins, cafés, écoles, PTT, etc... Les seuls points d'animation se trouvent sur les places, autour des stands syndicaux. Ce matin, le point de rencontre est à l'usine Rhône-Poulenc Textile, où se fait une opération «portes ouvertes». C'est un succès par l'affluence.

Pendant trois heures, plus d'un millier de visiteurs arrivent de l'agglomération de Péage de Roussillon, mais aussi de plus loin. Des instituteurs ont amené leurs élèves. De nombreuses usines ont envoyé des délégations : Rhône-Poulenc St Font, Vénissieux, Rhône-Poulenc Pont-de-Clay, Berliet.

suite p. 7

# ENQUÊTE

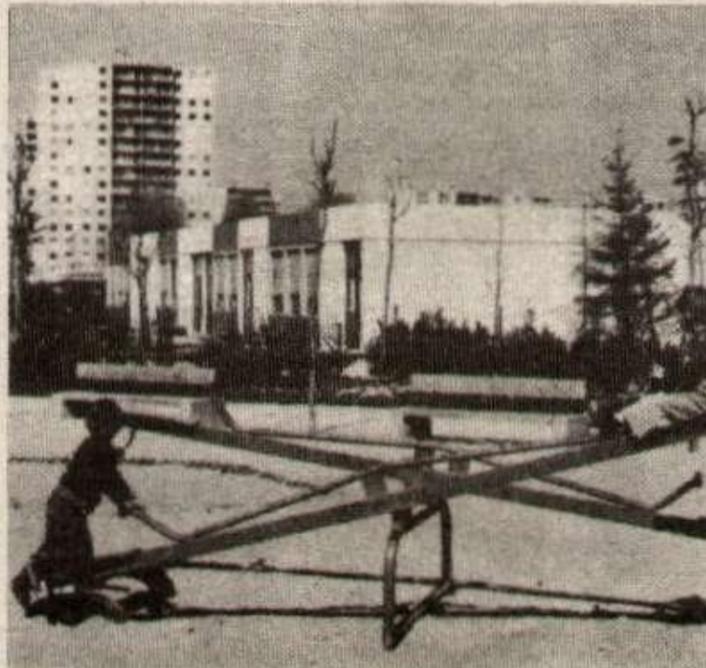
## A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES ! -8-

### A VAULX EN VELIN,

### L'URBANISME «DEMOCRATIQUE» DU PCF!

Page rédigée avec un membre de l'équipe qui a réalisé le plan de la ZUP de Vaulx-en-Velin

Vaulx-en-Velin est une cité dortoir de la banlieue est de Lyon qui connaît un développement très rapide depuis la réalisation en 1971 de la ZAC de Vaulx-la-Grande-Ile, presque achevée, qui comptera 9960 logements. La ville où logeaient un peu plus de 12000 habitants en 62, en compte déjà plus de 37000 en 1975. On prévoit 65.000 habitants en 1980. Selon certains témoignages, la ZUP de Vaulx-en-Velin ne ressemble pas à toutes les ZUP. Certes, les logements y sont d'aussi mauvaise qualité qu'ailleurs, mais on n'y trouve pas les mêmes immenses terrains vagues, les larges avenues vides, les parkings à perte de vue que dans certaines autres ZUP. Par certains aspects, la vie y est différente : des locaux pour se réunir des arbres, des bancs pour s'asseoir et discuter, des cheminements piétonniers pour que les gamins aillent à l'école sans risquer de se faire écraser... La ZUP de Vaulx-en-Velin est-elle vraiment différente des autres ?



#### Votre point de vue

L'exemple de Vaulx en Velin montre bien l'importance, et en même temps, les limites d'un urbanisme qui se veut différent. Certes, une certaine forme d'organisation de l'espace, la présence de locaux collectifs peuvent favoriser l'établissement de liens entre travailleurs. Mais on voit bien que quelque soit le cadre urbain, si des logements à l'usine il y a plusieurs heures de transport, si les travailleurs rentrent épuisés chez eux, un tel rythme de vie ne permet guère rencontres et discussions. En quoi dans le système capitaliste, l'urbanisme peut-il favoriser l'établissement de liens, les discussions entre travailleurs ? C'est une question à laquelle vos témoignages, vos points de vue permettront de répondre.

Les premières études de la ZUP ont démarré en 1967, menées par une équipe dans laquelle se retrouvaient plusieurs élèves architectes de l'école des Beaux-Arts de Lyon. 1967 : c'est l'année où commencent à bouillir, dans les facs, les idées qui éclateront en mai 68.

#### «L'esprit» de mai 68

A l'école des Beaux-Arts, une grande partie des élèves remettent en cause l'enseignement qu'ils reçoivent et son but, l'architecture capitaliste, au service des promoteurs et des trusts du bâtiment.

dent l'étude de la ZUP de Vaulx, avec la volonté de faire quelque chose pour les gens qui allaient y loger, et non plus pour remplir les poches des promoteurs et des entrepreneurs de bâtiment. Au début, il s'agit surtout d'une idée : faciliter la naissance d'une vie collective, hors des 4 murs du logement, de la télé et de la voiture qui sont les idées maîtresses de la plupart des plans d'urbanisme... Bien entendu, ce projet politique, comme beaucoup des idées qui fleurissaient à l'époque dans la jeunesse étudiante, n'était pas à l'abri d'un certain populisme, ni même d'un certain réformisme, l'illusion de changer la vie par l'urbanisme.

école, logement-commerce... En ce qui concerne les équipements, il fallait tenir compte de la réalité, c'est à dire que leur financement n'interviendrait que bien après l'occupation des logements ; il avait donc été prévu de profiter d'un texte de loi qui oblige de réserver, des «mètres carrés collectifs», proportionnellement au nombre de logements des immeubles. D'ordinaire, ces «mètres carrés collectifs» sont éparpillés par immeuble, sous forme de pièce minuscules et inutilisables, chaque promoteur

d'habitudes, de finance-ment, de rentabilité qui contribuent à fabriquer des cités dortoirs en série. Il s'est trouvé, à Vaulx-en-Velin, que ce projet pouvait être récupéré par un autre projet politique, celui des révisionnistes qui tiennent la mairie. Ceux-ci avaient tiré les leçons de leurs déboires sur la ZUP de Vénissieux (autre municipalité révisionniste de la région lyonnaise). A Vénissieux, quelques années auparavant, le mécontentement des premiers habitants de la ZUP contre le manque d'équipements, la prolifération des terrains vagues, les longues marches dans la boue des chantiers pour acheter une baguette de pain, ce mécontentement s'était retourné contre la mairie. Et les révisionnistes locaux avaient du appliquer un plan de sauvetage de catastrophe. C'est ainsi que les habitants des quartiers de l'est lyonnais voisins de Vénissieux (8<sup>e</sup> arrondissement) avaient vu leur quartier se vider en quelques semaines des

militants révisionnistes les plus connus, pour les retrouver... logés sur la ZUP, débordant d'activité dans les associations de locataires pour tenter de redresser la situation et blanchir la mairie. L'opération ZUP tentée à Vénissieux par les autres partis de la bourgeoisie pour récupérer la municipalité avait bien failli réussir.

#### «L'encadrement» des habitants de la ZUP

Il ne fallait absolument pas qu'elle se renouvelle à Vaulx-en-Velin ! C'est pourquoi les révisionnistes y ont mis le paquet, dès le début, pour «encadrer» les habitants de la ZUP dès leur arrivée. Outre les méthodes traditionnelles, l'attribution de logement aux membres actifs du PCF, il faut noter l'insistance des révisionnistes locaux pour implanter sur la ZUP un nombre

respectable de logements de standing, de co-propriétés, dont les habitants du vieux Vaulx, avant même le premier mètre cube de béton coulé. Mais l'innovation à Vaulx-en-Velin, ce furent les «structures d'accueil» mises en place dès l'occupation des premiers logements. Ça commençait le jour de la remise des clés, où la mairie tenait son stand, et où, après avoir signé l'abonnement au gaz et à l'électricité, on pouvait écouter les hôtes de la mairie vanter les «réalisations» de la municipalité, et ça continuait avec la création rapide des premières cellules du PCF, des premières sections de l'UFF, l'intervention rapide des révisionnistes dans les réunions de locataires... Pas une activité sur la ZUP ne devait échapper aux révisionnistes.

On comprend pourquoi certains aspects du projet ont reçu l'appui massif des révisionnistes. Ces «mètres carrés collectifs», par exemple, et pourquoi ils se sont démenés comme de beaux diables pour en arracher la gestion aux différents promoteurs et y installer des officines de la mairie. C'est dans le même esprit, pour éviter que ne naisse un trop grand mécontentement, que les révisionnistes ont tout fait pour que soient financés et construits, dès l'occupation des premiers logements, un minimum d'équipement, écoles, centre commercial, halte-garderie...



Ils participent au mouvement de soutien à la grève de Rhodia en décembre 1967 et commencent à parler de mettre leurs connaissances au service du peuple. Ils regardent avec intérêt ce qui se passe en Chine, et les lettres de la journaliste amie de la Chine, Anna Louise Strong, y sont largement diffusées et lues, surtout quand elle parle du logement en Chine.

C'est dans cet esprit qu'après avoir discuté avec des habitants d'autres grands ensembles de la région, Vénissieux, Rillieux, la Duchère, ils abor-

Cette volonté s'est concrétisée dans le plan d'urbanisme de la ZUP sous différents aspects. Il s'agissait d'abord de construire des quartiers à une échelle où les contacts de voisinage sont encore possibles, des groupes de 300 logements resserrés autour d'un petit centre, et eux-mêmes entourant un centre de quartier plus important de 1000 à 1500 logements, avec des commerces, un marché, les écoles... Au niveau des cheminements, il s'agissait de favoriser les rencontres entre les habitants en faisant passer par un même chemin les liaisons quotidiennes logement-

voulant avoir sa salle collective dans son immeuble. Il avait donc été prévu de les regrouper, par groupes de 300 logements, sous forme de petits bâtiments comportant plusieurs salles de réunion, et leur construction avait été planifiée pour qu'ils soient prêts dès l'arrivée des premiers locataires...

#### Pour le PCF, la hantise de la ZUP de Vénissieux

En temps normal, un tel projet n'aurait jamais franchi tous les obstacles

#### QUEL URBANISME VOULONS-NOUS ?

Aujourd'hui encore, la bataille continue, qui oppose les révisionnistes aux habitants de la ZUP pour le contrôle de tout regroupement, de toute association, de toute initiative, pour briser net tout ce qui pourrait leur échapper. Dans cette bataille, les révisionnistes n'hésitent pas dans les moyens, y compris l'alliance avec les promoteurs les plus réactionnaires, dans les associations où ils sont représentés.

L'urbanisme dans tout cela ? Hé bien, l'urbanisme a permis de créer le cadre dans lequel se mène cette lutte de classe. Et il n'est pas indifférent que les mères puissent se rencontrer tous les jours sur le chemin de l'école ou sur les bancs au pied de l'immeuble, plutôt que de se croiser sans se voir dans l'ascenseur, il n'est pas indifférent qu'il y ait des salles pour se réunir, projeter des films... Même si aujourd'hui, ce sont les révisionnistes qui en ont la maîtrise. Les habitants de la ZUP ont déjà lutté et continuent de lutter pour utiliser ces salles, pour instaurer la démocratie sur la ZUP. Le cadre urbanistique de cette ZUP s'y prête peut-être plus que dans d'autres grands ensembles.

Nous publierons prochainement d'autres témoignages d'habitants de la ZUP de Vaulx-en-Velin

## Le débat sur la défense nationale

## HESITATIONS ET INCOHERENCES

*Le débat sur la défense nationale a continué hier. Après les déclarations de Chirac, il était clair que le gouvernement voulait rassurer sa fraction UDR. Pourtant, la coalition au pouvoir se montre toujours incapable de présenter un projet unique, qui soit accepté de tous. Le projet de programmation militaire pour les six prochaines années traduit combien le choix politique de la bourgeoisie en matière de défense est aujourd'hui difficile et marqué par l'hésitation.*

Ce qui frappe, dans les discussions, les contradictions qui divisent aujourd'hui la bourgeoisie - qu'elle soit au gouvernement ou dans l'opposition, c'est l'absence d'une ligne dominante, d'un projet cohérent qui fasse l'unité.

L'impulsion donnée à la politique militaire sous le gaullisme, l'effort financier qui lui a été consacré à cette époque, marquaient un choix pour une longue période : la stratégie de la dissuasion nucléaire, et la nécessité de la construction d'une force nucléaire stratégique autonome par rapport aux deux super-puissances.

Cette politique était possible dans une situation mondiale, dans les années 50, où l'impérialisme français pouvait s'appuyer sur les contradictions entre USA et URSS, jouer la carte de l'amitié avec le Tiers Monde pour trouver des marchés, profiter de l'affaiblissement des USA lié à leur engagement au Viet-

nam. Les moyens financiers, d'autre part, nécessaires à la mise sur pied d'une force stratégique et tactique ont été dégagés.

Aujourd'hui, les ambitions, les appétits de notre bourgeoisie n'ont pas disparu. Mais, à l'évidence, les bouleversements dans le

monde interdisent de plus en plus à la France impérialiste une politique autonome. Il n'y a que des francs-tireurs du type de Sanguinetti (UDR) pour demander clairement une stratégie «non-alignée» et le départ du bloc atlantique.

Face aux deux super-puissances, aux menaces de guerre qu'elles font courir sur le monde, à leurs interventions, la bourgeoisie française pratique au contraire aujourd'hui le renoncement, le compromis. D'autre part, il n'y a plus que quelques nostalgiques de l'impérialisme français à ses heures de gloire, comme Debré, pour

espérer, pour la France, un rôle impérialiste sur les mers et les continents. «Puissance moyenne» comme dit Giscard, la France limite ses ambitions à ce que lui tolèrent les deux supergrands.

Et, tout naturellement, la stratégie et la dissuasion nucléaire de la défense «tous azimuts», se voit abandonnée progressivement. Pourtant, sur cette question, la coalition au pouvoir n'est pas unifiée : l'UDR tire vers la priorité nucléaire, pendant que les centristes, atlantistes béats de toujours, appellent de leurs vœux la défense européenne sous direction US.



Le «redoutable» prévu pour une défense «tous azimuts» progressivement abandonnée...

Le projet de programmation militaire, en conséquence, ne tranche pas de façon cohérente : c'est qu'il est, justement, le résultat d'un compromis politique laborieux entre les différentes composantes de la coalition.

Pourtant, par cette absence de choix, en affirmant, comme le fait Giscard, à la fois la priorité nucléaire et le renforcement des forces conventionnelles pour rivaliser avec l'Allemagne, la question est en fait tranchée d'une autre manière. Mettre les forces conventionnelles et la force nucléaire sur le même plan, prévoir la régression des crédits nucléaires (de 16,8 % en 77 à 15 % en 82 a reconnu Bourges) revient, de fait, et sans oser le dire, à opter pour un nouveau glissement vers l'OTAN. L'atlantisme giscardien, récem-

ment réaffirmé aux États Unis, ne se traduit pas par une rentrée spectaculaire dans l'OTAN : il n'a pas les moyens d'imposer une telle politique à sa coalition et il ne saurait aller systématiquement à l'encontre des aspirations des masses à l'indépendance de notre pays. Le tournant, donc, n'est pas brusque. Il se fait à l'image de la politique giscardienne : progressive et sans netteté.

La bourgeoisie montre bien là l'échec de la politique militaire indépendante à laquelle elle a prétendu un moment. Financièrement, politiquement, elle est faible. Faible dans le monde et faible chez elle. Comment, dans ces conditions, pourrait-elle prétendre à une politique de défense cohérente et indépendante ?

Paul LEFORT

## PARTIS DE GAUCHE

## LES MARCHANDAGES ÉLECTORAUX

## Suite de la p. 1

Pour les cantonales, comme pour les législatives, les accords électoraux ne posent pas de problèmes complexes aux partis de gauche. Au premier tour, plusieurs candidats sont en lice, au second le mieux placé bénéficie du désistement de ses partenaires. Il en va autrement pour les municipales dont les règles ne sont pas aussi simples. Pour les villes de plus de 30 000 habitants, il n'est pas possible de présenter de nouvelle liste au deuxième tour, par contre dans les villes de moins de trente mille habitants, il est possible au second tour de présenter une liste unitaire composée à partir des listes du premier tour. Ces règles différentes impliquent des stratégies différentes selon les municipalités. Le PCF proposait au PS de constituer dès le premier tour et dans toutes les municipalités des listes communes. A son congrès de Dijon, le PS s'est prononcé pour une tactique plus souple : listes communes dans les villes de plus de trente mille habitants et pour les villes de moins de trente mille habitants une tactique variable selon les situations locales : liste commune, liste socialiste homogène ou ouverte à des personnalités diverses à l'exception des membres de partis du gouvernement.

La fusion ne se heurte pas à des obstacles insurmontables ; les divergences n'étaient que tactiques : lors des dernières présidentielles, tandis que Lecanuet jouait le bon cheval, Duhamel misait sur Chaban ; d'autre part, les points de vue divergents sur le mode des élections, certains étant partisans de la proportionnelle ou de «primaires» au sein de la majorité...

Elle ne présentera pas non plus un projet politique très original dans la bourgeoisie : le seul objectif de cette fusion semble être de renforcer le poids des centristes dans la coalition gouvernementale et peut-être de préparer le rééquilibrage de la majorité quand la situation politique l'imposera à Giscard...

P.G.

gestion des municipalités le PCF et de garder une ouverture sur un électoral réticent vis-à-vis d'une alliance avec le PCF.

Au cours de la rencontre au sommet, l'accord n'a pu se réaliser entre ces deux positions, le PCF a maintenu sa demande d'un accord national, le PS se prononçant pour que l'initiative soit laissée aux fédérations départementales, pour qu'elles examinent cas par cas la tactique à suivre. Le PCF parce qu'il n'a pas d'autre perspective actuellement pour parvenir au pouvoir qu'une alliance avec le PS, devra probablement faire des concessions.

Les dirigeants de la gauche ont également discuté de la réactualisation du programme commun pour les prochaines élections, sur ce point le PCF devra tenir compte du poids plus grand du PS dans l'union de la gauche. Avant de se séparer, ils ont convenu de la tenue d'une autre rencontre avant les vacances et d'actions communes sur la politique sociale, l'information et une riposte commune en cas d'attaques personnelles du gouvernement.

D'ici les élections municipales de 77, PS et PCF arriveront à un accord électoral qui leur permettront de gérer en commun de nombreuses municipalités. La façon dont ils gèrent actuellement les municipalités où ils sont majoritaires, ou ce soit à Saint Denis, Lille ou Marseille, montre bien que les travailleurs n'ont rien à y gagner.

S.L.

## en bref... MARIAGE CONSANGUIN AU CENTRE

● MESSMER CONTRE LE SERVICE MILITAIRE : Au cours du débat sur la défense (voir notre article), l'ancien premier ministre Messmer s'est fait le partisan d'une «armée de volontaires». Interrogé à France Inter, hier soir, il a expliqué que le service militaire n'est plus, à son avis possible «pour des raisons psychologiques». La conscription, pour lui, était possible, quand l'appel ne coûtait rien.

## ● GISCARD :

Après avoir dîné la veille avec des hommes d'affaires à Philadelphie, où il a souhaité un développement des relations économiques France-USA, Giscard a fait du tourisme en Louisiane hier. Il a même parlé français : forcément, les gens qui l'écoutaient le parlent, eux, toute l'année !

● UNE FAUSSE LETTRE A PROPOS DU MEURTRE DE J. CHAINE ? : «Un membre du gouvernement» aurait reçu une lettre de Jean Biłsky, l'assassin du PDG du Crédit Lyonnais. Elle venait de Clermont Ferrand et con-

A partir de vendredi 21 se tient à Rennes le congrès de fusion du «Centre Démocratie et Progrès» de Jacques Duhamel et le «Centre Démocrate» de Lecanuet. Le fruit de cette union s'appellera le «Centre des Démocrates Sociaux». La situation politique française n'en sera pas bouleversée !

Ces deux groupuscules de

tiendrait une justification posthume de l'assassinat. Selon la police, cette lettre est en fait un faux. Le torchon du nom de «Parisien Libéré», dépasse une fois de plus l'imaginable. Il écrit à propos de cette affaire : «Certains commentateurs se donnent beaucoup de mal pour accréditer la thèse d'une action solitaire. Mais l'opinion ne marche pas... Ce meurtre est, selon lui, «le résultat d'une orchestration».

● GREVE DES JOURNALISTES : Hier les rédactions parisiennes de certains journaux étaient en grève. Les journalistes n'étaient pas non plus à l'appel dans les stations de

notables sont des rejetons du MRP, ce parti créé après la Libération avec les dollars du plan Marshall et la bénédiction du Vatican, pour promouvoir un projet politique de collaboration de classe réformiste, anti-communiste, atlantiste et pro-européen. Ce parti qui a été au pouvoir presque sans interruption depuis la Libération jusqu'en 1958 a été laminé par le

radio, qui diffusaient des bulletins d'information restreints. Les journalistes étaient en grève pour protester contre les conditions de travail de leur profession (horaires, insécurité du travail, chômage), à l'appel de l'union nationale des journalistes qui regroupent les différents syndicats.

● ACADEMICIEN, MAIS PAS BACHELIER : Maurice Rheims, le dernier académicien qui vient d'être élu a écrié une lettre : «Cet honneur», paraît-il, lui fait oublier qu'il n'a jamais réussi à décrocher le bac». Gageons que pour être à l'académie, il a décroché autre chose.

# BOURGOGNE-ELECTRONIQUE

**Il faut s'unir dans la lutte pour la réintégration de tous les 23 !**

Suite de la une

Ainsi, le vendredi, des travailleurs, au lieu de sortir à 14 h 15, faisaient la journée continue en supprimant la pause repas, ce qui leur permettait de quitter à 13 h 30. Cet arrangement depuis long-

temps acquis a été supprimé hier pour la première fois.

La colère est donc grande et le soutien aux 23 ne peut qu'en être renforcé, dans une même lutte contre la dictature Thomson.

Mais la structuration de la lutte des 23, se heurte aussi à des attaques : des dégoûtements freinent le développement de l'action et du soutien, cherchent à saper l'unité des 23 et de leurs organisations syndicales. Il y a d'abord le sectarisme. Il est présent à l'Union Départementale CFDT, et chez certains éléments de la section CFDT de l'usine.



Bien sûr, il a pu se développer surtout à partir des coups bas portés par les trois délégués CGT ayant voté le licenciement de Vieillard au CE. Mais pas seulement ! Alors que la solidarité de classe s'organise par ateliers dans Bourgogne Electronique, CGT, CFDT, non syndiqués unis, (y compris pour la prise en charge du soutien financier) à quoi rime la proposition du Comité Départemental CFDT d'organiser un soutien financier exclusifement CFDT sur Dijon ?

(«Une heure de salaire par adhérent versé aux syndiqués CFDT licenciés»). Pourquoi s'en prendre aux syndiqués CFDT qui prennent en charge le soutien, en disant que s'ils font référence à leur appartenance syndicale, «ils engagent l'organisation» : est-ce que précisément la CFDT ne voudrait pas s'engager dans le soutien aux 23 ? Pourquoi refuser que les initiatives (affiches, autocollants, appel...) soient prises en charge par les travailleurs directement concernés (les 23 licenciés) ? En restreignant toute décision à la section CFDT, à quoi aboutirait-on sinon à l'exclusion de fait de la lutte les travailleurs CGT et non syndiqués ?

Hier soir, c'est sur ces points que s'affrontaient les propositions réformistes inspirées par l'Union Départementale CFDT et la volonté de lutte large, sans réserve à l'égard de quiconque entend l'aider, présente chez les 23.

Lundi ceux-ci se réuniront l'après-midi afin de déterminer de nouvelles initiatives et de renforcer leur unité !

S. RAYNAL

## Face à la répression IL FAUT UNE LARGE UNITÉ POPULAIRE

Il est une donnée actuelle de la plupart des luttes contre la répression : elles suscitent de plus en plus, une large unité populaire autour d'elles. Autour des foyers Sonacotra, à Clichy autour des Câbles de Lyon, des comités de soutien à ces luttes se mettent en place, élargissant aux couches populaires le front de lutte contre la répression. C'est aussi ce qui est en cours autour des 23 de Bourgogne-Electronique, dont l'appel au soutien à un large écho et suscite des initiatives multiples, tant la justesse de cette lutte apparaît aux yeux des travailleurs.

A l'appui de ces attaques, une série de ragots sont colportés d'UD en UL par téléphone pour déconsidérer le soutien naissant à ces luttes...

Mais de deux choses l'une : veut-on ou non la réintégration des 23 ? Est-il nécessaire pour vaincre aujourd'hui, face aux atteintes aux libertés de faire un large front autour des cas de répression, ou non ? En quoi des comités de soutien sont-ils contradictoires avec la mobilisation syndicale qu'ils peuvent appuyer ? La question est posée à ces messieurs des partis de gauche et du PSU dans la CGT et la CFDT.

Le développement de cette unité populaire autour des luttes est une bonne chose, mais ce n'est pas du goût de tout le monde, en particulier des confédérations CGT-CFDT... qui essaient de s'opposer au développement des comités de soutien pour répandre les arguments qu'ils avaient jusqu'ici enterrés : «C'est anti-syndical», «on ne sait pas trop qui s'y met», etc... bref, les litanies de l'accord confédéral de juin 1974 qui condamne tout l'acquis positif des luttes ; depuis 1968, augmentations uniformes, pas un seul licenciement, le comité de grève... Tout ce que la confédération CFDT n'a pas osé condamner pendant la grève, aujourd'hui, elle essaie de le remettre en cause à Bourgogne-Electronique en essayant de faire pression sur les 23 pour qu'ils démentent l'appel qu'ils ont fait publier, pour qu'ils abandonnent la structure unitaire de lutte CGT-CFDT-non syndiqués qu'ils ont pris au début de la lutte contre les licenciements (prolongement du comité de grève dans les conditions particulières de la lutte à sa phase actuelle).

Ces «champions des libertés» si discrets jusqu'ici dans le soutien à B-E, Sonacotra ou Clichy, préfèrent-ils ne pas réagir à la répression quand il y a quelque possibilité que dans la lutte contre elle, les masses développent leurs aspirations révolutionnaires ; ou défendre les ouvriers des Câbles, de B-E... Montluel... Sonacotra... sans plus tarder, sans tergiverser ?

Force est de constater que ces ardents «démocrates», une fois de plus, ont choisi leur camp, sinon pourquoi s'opposer à un développement de comités de soutien ?

Ainsi les travailleurs ne se laisseront pas intimider par leurs manœuvres et leurs pressions, au contraire ! Ils les retourneront contre eux afin de démontrer plus largement la nature de leur opposition, de fait, aux développements de l'action pour la réintégration des 23 !

**LE SOUTIEN AUX LUTTES DOIT ENCORE S'ÉLARGIR !**

**SONACOTRA, BOURGOGNE - ÉLECTRONIQUE VAINCRONT !**

Y. CHEVET

## Appel aux militants CGT COMMENT PEUT-ON TOLÉRER CELA ?

Pendant 5 semaines, les travailleurs de Bourgogne Electronique (usine LCC-Dijon du trust Thomson) ont lutté de manière exemplaire. Ils ont obtenu 250 F d'augmentation, une révision des classifications...

Furieuse de cette victoire, la Thomson (et avec elle, toute la bourgeoisie) veut sa revanche. Pour elle, il ne faut pas qu'on sente la faiblesse du pouvoir face aux travailleurs combattifs. Elle veut qu'on pense que la lutte ne paye pas !

**A BOURGOGNE ÉLECTRONIQUE LA BOURGEOISIE VEUT FAIRE UN EXEMPLE !**

● C'est pourquoi, dès la reprise du travail, la direction a voulu régler ses comptes avec les responsables syndicaux et les travailleurs les plus combattifs qui avaient mené cette lutte à la victoire : elle a voulu imposer le licenciement de 23 camarades, dont 7 délégués du personnel, une déléguée syndicale et 15 militants CFDT et CGT !

● Ainsi, ce que vise la bourgeoisie, c'est décapiter les organisations syndicales pour avoir les mains libres et reprendre ensuite tous les avantages acquis, faire de B.E. un bagne ! Pour obtenir la tête des 7 délégués du personnel, il fallait un vote au comité d'entreprise. Pour 6 d'entre eux, le C.E. a refusé, mais pour Robert Vieillard, secrétaire de la section CFDT, le vote du C.E. a été majoritairement favorable à son licenciement !

● Pour cela, il a fallu que 3 membres CGT vote son licenciement, approuvant ainsi le motif qui était avancé pour les 23 ! C'est donc une inadmissible caution au prétexte choisi par la direction («faute lourde» pour une prétendue séquestration, alors que la direction, vers la fin de la grève, s'était elle-même enfermée dans des locaux extérieurs à l'usine...).

**LES TRAVAILLEURS CONDAMNENT !**

● Immédiatement, les travailleurs de B.E. ont fermement condamné cette intolérable collaboration aux licenciements. La section CFDT de B.E., les UD.CFDT et CGT de Dijon, lors du meeting du 1<sup>er</sup> mai, stigmatisaient publiquement cette trahison ! Les syndiqués CGT de l'usine devaient, dans un tract en date du 1/5/76, désavouer «une telle attitude anti-ouvrière et anti-syndicale, non conforme aux positions fondamentales de la CGT». Des sanctions

étaient promises, pouvant aller jusqu'à l'exclusion de ceux qui ont collaboré avec la Thomson et le pouvoir ! Qu'en est-il aujourd'hui ?

● Rien n'est fait et ceux qui ont approuvé le motif des licenciements des 23, paradent encore dans les structures et prétendent toujours représenter les travailleurs qui font confiance à la CGT...

**POUR DÉVELOPPER LES ACQUIS DE NOS LUTTES !**

● A l'heure où l'on parle de renforcer la CGT, où la défense des libertés démocratiques est à l'ordre du jour, où des centaines de responsables syndicaux tant CGT que CFDT (Câbles de Lyon, SNIAS, Soretex, Paris-Rhône, filatures des Vosges, PTT...) sont réprimés, comment peut-on encore tolérer de tels actes, couvrir de tels individus ?

Camarades, si pour nous le syndicat, c'est bien l'outil de la lutte quotidienne contre «l'exploitation et la répression, l'organisation de masse et de classe pour la satisfaction de nos revendications et l'émancipation des travailleurs.

● Si, nous voulons réaliser l'unité syndicale à laquelle aspirent profondément les travailleurs et qui fait tant peur à la bourgeoisie. Si nous voulons préserver et développer les acquis de nos luttes, faire échec à la politique de force de la bourgeoisie, imposer les libertés syndicales et démocratiques et permettre de nouvelles victoires. Il n'y a pas de place dans nos syndicats pour de telles honteuses pratiques !

**\* EXIGEONS LA CONDAMNATION SANS ÉQUIVOQUE DES VOTES SYNDICAUX EN FAVEUR DE LICENCIEMENTS !**

**\* IMPOSONS L'EXCLUSION DE CEUX QUI COLLABORENT DE LA SORTE !**

**\* IMPULSIONS UN SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSE; UNE ARME POUR TOUS LES TRAVAILLEURS !**

C'est seulement ainsi que la CGT se renforcera, répondra à l'attente des travailleurs !

*Des syndiqués et délégués CGT, solidaires de la lutte pour la réintégration des 23 !*

Faites circuler cet appel !

Pour tous contacts, écrire à :

«Brisons nos chaînes»

BP 208 - 75865 Paris Cédex 18

Permanence : 162, rue Marcadet 75 018 Paris

## Soutien à Bourgogne Electronique

### - SECTION PARIS 20<sup>e</sup> DU PCRml

Hier matin, nous faisons signer une pétition de soutien aux travailleurs licenciés de BE, sur le marché populaire de Ménilmontant. De nombreux travailleurs et ménagères ont été révoltés en apprenant ces licenciements. Révoltés contre les patrons qui ne tolèrent pas cette victoire de BE, révoltés contre la

presse qui ne dit mot. Mais enthousiasmés en lisant l'appel des travailleurs de BE qui ne se laissent pas faire et s'organisent pour la riposte. «Thomson ? Ça n'a pas changé, toujours le même bagne. Moi, j'ai été vidée, juste après mon mariage, parce que j'avais refusé l'annulation de mon congé !»,

nous dit plein de colère, un vieux travailleur du quartier ! Ce qui a changé par contre, c'est que les travailleurs se donnent les moyens de résister à cette répression.

Ils sont plusieurs à nous donner des exemples, encore récents, où ils n'ont pas réussi à s'opposer au licenciement de travailleurs combattifs, après des grèves, et la bataille de BE, ils en sont d'autant plus solidaires, parce que c'est un pas important, une lutte exemplaire.

Ces feuilles de pétition se sont remplies de soixante signatures de gens du peuple, tenant par là à marquer leur soutien.

On voit ainsi combien la détermination des travailleurs de BE a rencontré un large écho !

### - ÉTUDIANTS DE LILLE

Le soutien à Bourgogne Electronique commence à s'organiser sur le campus. La pétition circule dans les UER, le comité de soutien a diffusé l'appel des travailleurs de BE et a annoncé un gala de soutien qui se tiendra mercredi 26 mai à 20 h 30 à Lille, cinéma Arc-en-Ciel, avec les travailleurs de Bourgogne Electronique et la pièce du Prato. De plus, des interventions auront lieu, faites par des étudiants, dans des quartiers populaires et sur Thomson.

# LUTTES OUVRIÈRES

## SIDÉRURGIE

### Neuves-Maisons (54): Il fallait des perspectives claires

Jeudi matin à 4 heures, les travailleurs du service transport ont repris le travail avec 30 F d'augmentation. D'après la direction de la CGT, c'est 250 F, mais si on fait le calcul, il n'y a eu que 30 F d'arrachés car le reste résulte d'augmentations prévues normalement d'après les accords paritaires. Après cette grève et le lock-out, c'est un sentiment d'amertume qui reste chez les travailleurs. C'est le patron qui a imposé ce lock-out et rien n'a été fait pour y répondre. Et en plus, que signifient les querelles de chapelle CGT-CFDT ?

Le 12, les travailleurs de la traction décidaient de partir en grève, bloquant ainsi toute l'usine. La direction répondait par le lock-out général, elle faisait arrêter la quasi-totalité des services. Devant cette décision, les travailleurs se sont trouvés désarmés : pas de réunions de chantiers pour définir une attitude ensemble, pas de mots d'ordre de la CGT ou de la CFDT pour répondre à cette attaque. Les premiers jours, où la maîtrise vient annoncer service par service «demain vous pouvez rester chez vous», et où rien n'est proposé aux travailleurs, explique en partie la reprise d'aujourd'hui, en n'ayant rien obtenu. A cela,

la CFDT répond : «C'est la CGT ! Nous, on est pour les actions diversifiées, mais ils sont majoritaires à la traction, ce sont eux qui nous ont mis dans le guépier !». Cette explication est-elle suffisante ?

#### TIRER LE BILAN DES DERNIÈRES ACTIONS

Au-delà du service traction, c'est toute l'usine qui était susceptible d'entrer en lutte. Depuis six mois, des débrayages ont lieu quotidiennement dans toute l'usine sans résultat. Avant de dire «nous sommes pour l'action diversifiée», c'est le bilan de ces six mois qu'il faut faire. Avec d'une part la combativité des travailleurs qui

s'exprime par ces débrayages, mais aussi la faible participation aux journées nationales d'action. Par ces actions (traction, dolomie...) où elle lance des services isolés dans la bataille, la direction de la CGT se donne un visage plus dur.

Mais en ne préparant pas la riposte au lock-out, elle laisse ces travailleurs isolés. La direction de la CGT garde en fait deux fers au feu : d'un côté, elle lance certains secteurs dans la bataille, appelle seule à un débrayage et d'un autre, sa seule proposition, c'est : négociation générale sur toute l'usine avec le PDG. Comment mobiliser les lock-outés alors qu'on les a laissés partir sans perspectives, que la seule proposition qui leur est faite, c'est, chaque jour une délégation à la direction pour exiger des négociations générales.

#### IL FAUT DES PERSPECTIVES CLAIRES ET MOBILISATRICES

Aujourd'hui, un certain

nombre de travailleurs sont dégoûtés par cette querelle CGT-CFDT dont ils font les frais. La campagne pour le renforcement de ces organisations n'y est d'ailleurs pas étrangère. Mais, cette querelle se déroule dans un cadre limité. Si ces deux organisations parlent d'actions au niveau de la branche, dans les faits leurs perspectives, c'est le programme commun au gouvernement. Pour cela, il ne faut pas aller trop loin maintenant.

La lutte de Neuves-Maisons l'a montré : ce qui est à l'ordre du jour dans la sidérurgie, c'est un large mouvement qui touche tout le monde. «Ce n'est pas par atelier, ni même par usine qu'il faut y aller, c'est dans toute la branche».

Faire triompher cette perspective dans nos syndicats, tirer le bilan des dernières actions, préparer l'offensive ouvrière, c'est à cela que nous devons travailler aujourd'hui.

Marcel MEYER

## A.N.F. (VALENCIENNES)

### LUTTE VICTORIEUSE POUR LA RÉINTÉGRATION D'UN OUVRIER

Aux ANF, un ouvrier absent le 6 mai (jour de grève appelé par les syndicats) a été licencié. Pour protester contre ce fait de répression, la CFDT a pris une juste initiative en organisant un débrayage pour obtenir la réintégration de l'ouvrier.

Le délégué CGT a refusé de suivre le mouvement en prétendant que le travailleur frappé était un «absentéiste» : un beau raisonnement de patron ! Le délégué CGT, quand les travailleurs débrayaient, a tout simplement pris un bon de délégation, contrairement à son homologue CFDT...

On peut s'étonner de voir la CGT, syndicat ouvrier agir ainsi, mais la CGT est dirigée par le P(C)F, qui ne cherche qu'à être au pouvoir pour installer un capitalisme rénové, avec des nationalisations, où les ingénieurs, techniciens et cadres joueraient un rôle dirigeant, se partageant une plus grande part du fruit de l'exploitation des ouvriers.

C'est pour cela que le P(C)F sabote les luttes,

favorise les «journées d'inaction», coupe-feu (les grèves tournantes), défend les revendications en pourcentage (la grille unique !)

C'est pour se gagner les ITC qu'il renonce ouvertement à ce qu'il avait déjà trahi en fait depuis longtemps (le marteau et la faucille, l'Internationale, le drapeau rouge, la dictature du prolétariat...)

Or le délégué CGT est un tenant du Programme Commun et l'ouvrier a été sanctionné par un contre-maître ancien délégué CGT, un de ses petits chefs que le P(C)F veut gagner : on comprend mieux maintenant !

Entre un cadre et un ouvrier, on choisit vite au P(C)F, même s'il faut traîner le nom de la CGT dans cette boue de trahison. Cependant, grâce à la combativité des ouvriers du secteur peinture, l'ouvrier a été réintégré. Ce succès, est à mettre à l'actif de la section CFDT et des travailleurs des ANF.

Corr. Valenciennes

## FPA-CAEN: GREVE POUR LA REINTEGRATION SANS CONDITION DE JOEL!

Depuis longtemps, des démarches avaient été faites par les stagiaires pour que la direction intervienne et fasse cesser la répression de Billon, le moniteur provocateur. Rien n'a été fait. Ce qui devait arriver arriva. Poussant un stagiaire à bout, Billon reçut ce qu'il méritait. Mais, ce n'est pas un hasard si c'est précisément Joël Lamy qui est visé : c'est un militant actif. C'était, pour ne pas dire plus, une «bonne aubaine» pour la direction de se débarrasser d'un gêneur. C'est d'ailleurs ce qui explique la rapidité avec laquelle la sanction a été prise, sans consulter personne.

Pialat, le directeur, pensait régler l'affaire en douceur, mais depuis un moment les choses ont évolué au FPA de Caen. Les stagiaires ne se laissent plus marcher sur les pieds et s'organisent pour riposter à la répression. Le renvoi de Joël Lamy a été un détonateur. C'est immédiatement que de nombreux stagiaires se sont mobilisés. Par deux fois, les bureaux du personnel ont été occupés et mercredi soir, Sulter, le directeur régional a été retenu dans son bureau pour exiger que la cantine fonctionne

pendant la grève. La direction a dû reculer à plusieurs reprises mais rien n'est encore définitif. Une petite victoire pour l'instant : Billon va être envoyé pendant cinq mois suivre un «stage pédagogique».

#### UN DRÔLE DE JEU

Dans un tract signé CGT-CFDT-FO, le personnel syndiqué du CFFPA de Caen dénonce les mauvaises conditions de travail et d'hébergement du centre. Très

bien ! Mais ils oublient de parler des conditions de discipline et de répression dans lesquelles travaillent les stagiaires. Et ils concluent en disant : «Qu'il semble exclu que l'on puisse replacer les deux parties en présence l'une de l'autre, tout comme la réintégration du stagiaire puisse se faire à Caen». La même position que Sulter !

tions syndicales pour les stagiaires. C'est la première fois que ce droit leur est reconnu. Des élections devaient avoir lieu dès mercredi, mais les stagiaires ont exigé (et obtenu) qu'elles soient repoussées d'un jour compte tenu des absences du fait de la grève des moniteurs.

Une délégation s'est rendue à Montreuil pour



Réintégration oui (ils y sont contraints par la lutte), mais dans un autre centre !

D'ailleurs, joignant les actes à la parole, le personnel s'est mis en grève une journée pour protester contre le fait que la direction soit revenue sur sa décision de renvoyer Joël Lamy.

#### UN ACQUIS IMPORTANT

Mercredi à 11 heures, la direction annonçait qu'elle acceptait la création de sec-

rencontrer Villaret (directeur national des CFFPA). La dernière proposition était de réintégrer Joël Lamy dans un autre centre à plusieurs centaines de km de chez lui. «Nous avons refusé pour deux raisons, disaient hier les gars de la délégation : d'abord parce que matériellement, ce n'est pas possible pour le copain et surtout parce qu'ils veulent faire un exemple et ça, on ne l'acceptera pas !».

Gérard PRIVAT

## SAVIEM (CAEN) APRÈS 10 JOURS DE GRÈVE

Après avoir mené dix jours de lutte, les fondeurs avaient une réunion avec les délégués pour discuter des propositions de la direction. A la sortie de la réunion, nous avons fait cet article avec des travailleurs de l'usine.

Un point très positif, c'est qu'il y a eu une grande unité dans cette lutte entre Français et immigrés. Depuis la reprise du boulot, la direction a mis des travailleurs hors classe dans le but de les diviser. Mais les fondeurs en sont bien conscients ; c'est pour cela qu'ils veulent continuer la lutte afin d'obtenir leurs revendications : 5<sup>e</sup> équipe et les classifications. La grève a été suivie à 90 % tout au long des dix jours. Le meeting du 4 mai a encouragé les grévistes pour la poursuite de la lutte pour les revendications générales.

La direction a utilisé tous les moyens pour faire reprendre le travail aux fondeurs. (Lock-out des autres services pour les retourner contre les grévistes). En plus, elle a essayé de tromper les grévistes en faisant croire que pour ceux qui seraient hors classe, il y aurait une porte ouverte vers les échelons supérieurs. (Hors classe veut dire qu'un travailleur est arrivé à la fin de son échelon, par exemple P 1, on le met hors classe, en lui faisant croire que cela pourrait être un échelon intermédiaire vers la classification supérieure, par exemple P 2). En fait, c'est faux : les 3/4 des ouvriers qui ont été mis hors classe ne pourront plus progresser.

Un autre sujet de révolte, c'est la campagne des journaux régionaux sur les salaires. D'après ces messieurs, un haut-fourneau gagne entre 3 200 et 3 800 F par mois. La feuille de paie prouve le contraire. Ils oublient de parler des jours de chômage partiel que la direction a imposés comme récompense du travail des fondeurs qui ont eu une fin d'année avec une surcharge de travail, à cause des incidents du haut-fourneau n° 3. A noter aussi le mépris de la direction envers les ouvriers qui déclarent : «Un fondeur n'est qu'un ouvrier non qualifié avec une pelle».

En début de semaine, les fondeurs se sont réunis pour faire le point après dix jours de grève. Le résultat est plutôt maigre. Les manipulations de la direction et sa démagogie ont été mises en évidence et les fondeurs vont poursuivre leur action.

● Les travailleurs de l'entreprise du bâtiment et des travaux publics, BINDA à Vésoul, sont en lutte pour imposer à qualification égale, salaire égal et la progression des classifications.

## CDF CHIMIE, LA PLATEFORME LORRAINE EST EN GRÈVE : 2400 PERSONNES !

Après trois réunions sur les salaires, étalées sur trois mois, les organisations syndicales CFDT et CGT ont refusé de signer un accord salarial dans lequel le Président du Directoire M. Petitmengin imposait «l'article 8».

L'article 8 qui prévoit que le quantitatif de l'accord serait récupéré par la direction au cours de l'année si d'autres revendications catégorielles ou autres devaient être satisfaites en cours d'année. C'est une manière pour la direction d'essayer de museler les syndicats et à travers eux le personnel dans l'entreprise. En effet revendiquer et obtenir et se le voir retirer sous une autre forme, ne sert à rien.

# INFORMATIONS GENERALES

Siméoni devant la Cour de Sûreté de l'Etat

## «2 SIÈCLES DE PRÉMÉDITATION.»

Les deux dernières audiences du procès des autonomistes Corses devant la Cour de Sûreté de l'Etat ont permis de clarifier considérablement les choses. L'audience de jeudi a offert un caractère insolite. Un camion laboratoire dans la cour du Palais de Justice, huit postes de télévision disposés dans la salle pour visionner les films tournés à Aléria. Plusieurs brigades de gardes mobiles, de CRS, des engins blindés de reconnaissance participent à l'assaut.

Au large d'Aléria, un croiseur patrouille. Dans l'épais nuage de fumée des grenades lacrymogènes, on entend crépiter des coups de feu. Pendant quarante à cinquante secondes, c'est le calme. On n'entend plus rien. Quand les nuages se dissipent, on relève deux tués et un blessé.

Mais cette projection est loin d'avoir restauré le cadre réel et vivant des incidents d'Aléria. Certaines parties du film semblaient manquer. L'atmosphère de kermesse qui régnait dans la cave, mentionnée par tous les témoins, était largement absente.

### DEUX SIÈCLES DE PRÉMÉDITATION

La fin de l'audience est marquée par une émouvante intervention d'Edmond Siméoni. Il met à nu les responsabilités, dénonce les fauteurs de troubles, la police et son ministre : «Vous parlez de préméditation, mais cela fait deux siècles qu'il y a préméditation !» Sa déclaration est chaleureusement applaudie par le public.

La journée de vendredi, elle, a été consacrée à l'audition des témoins journalistes. Défilent suc-



cessivement Patrick Pesnot, Alfonsi, Merciner, About, Robert et Aymé Pietri, journalistes au journal corse «Kirn» et à TF1.

Au centre du débat, l'origine des tirs meurtriers. Les témoignages successifs établissent tous que les coups de feu ont bien été tirés par derrière, ce qui est essentiel et renforce l'argument de la défense suivant lequel les balles meurtrières ne sont pas parties de la cave, mais de l'extérieur. Voilà qui est de nature à faire tomber l'accusation d'homicide volontaire reprochée à Edmond Siméoni ! Les témoins Pesnot et Alfonsi confirment qu'après la fusillade, un officier a déclaré : «On a été tirés par derrière !» C'est aussi l'impression du témoin Ajax, ingénieur du son à TF 1. Ce qui ne manque pas de courroucer Dorwling Carter, l'avocat général. Il soumet Ajax à un questionnaire inquisi-

teur, quasi-policier, et tente de le faire se contredire. Debout, ses lunettes à la main, drapé dans sa toge, il s'exprime avec morgue et cynisme. Exemple : l'avocat général : «Mais on ne charge pas un fusil lance-grenades par terre !» Témoin : «Je ne sais pas.» Avocat général : «Il faut le savoir !» (rumeur dans la salle).

Au fur et à mesure du déroulement des témoignages, les pièces de l'accusation ressemblent de plus en plus à un château de cartes. L'avocat général se saisit d'un commentaire de Robert Piétri, journaliste à TF 1, qui déclarait : «C'est un commando de trente hommes, je les ai vus, qui a pris en tenailles les forces de l'ordre, etc...» Edmond Siméoni interpelle Piétri : «Mais vous étiez à deux kilomètres au moment de l'assaut !»

Drôle de journalisme, en effet ! Quelques «informations» glanées auprès des flics et des autorités, et on fait un papier qui accuse les militants corses !

Refus de reconstitution, mise en pièces des thèses de l'accusation, décidément la partie n'est pas belle pour le pouvoir ! La Cour de Sûreté de l'Etat montre de plus en plus son vrai visage, celui de la répression des oppositions politiques et des délits d'opinion !

Pierre PUJOL

## Dossier noir sur l'amiante

# LES TRAVAILLEURS TRAINÉS EN JUSTICE PAR UN MÉDECIN

Le procès du «collectif inter-syndical de Jussieu», attaqué «pour propos offensants» par un «spécialiste» de la médecine du travail et de l'amiante, le professeur Champeix de Clermont-Ferrand, s'est déroulé hier à Paris en présence de deux cent personnes venues soutenir les travailleurs de Jussieu.

Aux travailleurs de Jussieu, Champeix reproche d'avoir écrit dans un dossier en septembre 75 : «... Champeix et Avril (médecin du travail de Férodo), qui travaillent en liaison directe avec la chambre syndicale de l'amiante et qui ne semblent pas réunir les conditions d'objectivité nécessaires pour participer valablement à un tel débat...»

Au cours du procès, l'accusation n'a pas eu peur de dire : «Champeix a eu le courage de se présenter à la barre... c'est parce qu'il s'estime blessé dans son honneur... lui qui a consacré toute sa vie à l'amiante...» (Rappelons que Champeix était médecin du travail d'Amisol).

En appui de la défense, Monsieur Pezerat, chercheur au CNRS de Jussieu a rappelé avec vigueur la lutte des travailleurs de Jussieu, qui ont attiré l'attention tant sur le danger de l'amiante utilisée à Jussieu pour recouvrir murs et piliers, que sur les entreprises utilisant l'amiante et les risques graves qu'encourent les travailleurs.

Ferodo à Condé sur Noireau, Amisol à Clermont

Ferrand, sont des usines tristement connues pour leur taux record de cas d'asbestose, de cancers, l'usure importante des travailleurs.

Les avocats de la défense mais surtout les témoignages de quatre ouvriers de Férodo et Amisol sur les conditions de travail et le manque absolu de prévention, ont confondu Champeix :

«Lors de mon embauche, on m'a fait un examen courant... aucune recherche particulière...»

Tous les ans, quand je passe la médecine du travail, c'est la même chose : ça va bien ? Vous fumez ? Il ne faudrait pas fumer trop !»

«On est en contact permanent avec l'amiante, on la manipule à pleines brassées...»

«Des prélèvements d'atmosphère, nous n'avons jamais eu le résultat !»

«D'ailleurs on nous faisait nettoyer comme par enchantement l'atelier et le lendemain, ils venaient faire le prélèvement...»

En fait, ce n'est pas le procès des travailleurs de Jussieu qui a été fait, mais bien celui d'une certaine médecine du travail.

Le jugement sera rendu au 15 juin.

### CORRESPONDANCE CLISACT



Une manifestation du «collectif inter-syndical de Jussieu».

## CAMPUS D'ANNAPES

### LA FIN D'UNE GRÈVE

Depuis deux mois maintenant, le campus d'Annapes est en grève. Celle-ci a été revotée partout assez largement. Cependant, même si le mouvement se poursuit, il semble tirer à sa fin. Le campus n'est guère animé, seules les assemblées générales réunissent de nombreux étudiants. D'ailleurs, la manifestation de ce mercredi n'a rassemblé que 200 à 300 personnes.

Mais en tout cas, le problème des examens mobilise l'attention de tous depuis

un mois au moins. L'UNEF a en plus monté en épingle ce problème, faisant croire à une année blanche. Les débats ont plus porté sur la date des examens que sur leur forme. Le choix était entre juin et septembre, et non entre examen traditionnel et examen collectif.

En fait, cela vient sans doute du manque de débat politique dans les assemblées générales et dans la lutte. Faute de remettre en cause l'université du capital de dépasser la critique de la réforme, les étudiants dans leur majorité apportent plus d'importance à la date des examens qu'à leur forme. Combien de fois a-t-on entendu dire : «Un examen collectif ? Mais ce n'est pas un vrai examen légal !». De toutes façons, à Lille, le débat a été tranché : les examens auront lieu en septembre. On peut maintenant s'interroger sur la suite du mouvement en juin. Ne risque-t-il pas de s'effiloche complètement ? Le campus ne risque-t-il pas de se vider plus encore ? Comment va se passer la rentrée en septembre ? Deux questions encore peu claires.

CORRESPONDANT LILLE

• SAISIE A LIBERATION : La bande magnétique qui contenait l'interview de Jean Bilsky a été saisie au journal «Libération» hier. Le journaliste qui avait réalisé cette interview a été interrogé par la police. Une fois encore, on voit l'inanité de la prétendue liberté du journaliste en régime capitaliste : la police s'arroge le droit d'utiliser et de saisir par tous les moyens les documents journalistiques. Avec les photos, elle arrête les manifestants.

## Congrès du CNJA

# UN FESTIVAL DE DÉMAGOGIE

Chirac y a été de son festival de démagogie devant le congrès du CNJA. Pourtant, il n'a pas pu faire totalement oublier la réalité de sa politique envers la grande masse des paysans : il a été interrompu par le cri de «Libérez Tesseyre».

Les 500 congressistes du CNJA réunis du mercredi 19 au jeudi 20 à Bordeaux-Lac ont renouvelé leur bureau national, leur président Louis Lauga (élu en 1972) étant frappé par la limite d'âge de 35 ans. Comme prévu, le secrétaire général Eugène Schaeffer du Bas-Rhin, lui succède.

Mercredi, le rapport moral présenté par ce même Schaeffer se voulait dur vis-à-vis du pouvoir. Dénonciation de la baisse du revenu agricole, de l'inaction du gouvernement français, de son attitude répressive lors des manifestations paysannes. Affirmation proclamée de la déception de la fin de non-recevoir opposée lors de la dernière conférence annuelle à deux séries de revendications phares tendant à compléter les mesures favorisant l'installation des jeunes agriculteurs.

Ces deux séries de revendications concernent l'amélioration de la qualité de la vie des jeunes paysans. Les premières concernent la situation de la femme à la campagne (en particulier la possibilité pour les épouses qui ont les capacités professionnelles requises de toucher 50 % de la prime aux

jeunes agriculteurs lors de l'installation de jeunes ménages). Les secondes concernent l'habitat rural (en particulier des aides spéciales aux jeunes ménages qui veulent s'installer dans un logement indépendant de celui des parents).

Chirac a tenu à faire le déplacement. Le sens de son voyage était proclamé dès jeudi matin dans une déclaration exclusive faite au journal local «Sud-Ouest» : «Je considère, en effet, que l'agriculture constitue et constituera de plus en plus un élément essentiel de notre puissance économique dans un monde dont la demande de produits agricoles et alimentaires ira croissant au cours des prochaines années. Un pays comme le nôtre dispose d'un potentiel considérable qui, dans cette perspective, doit être valorisé au mieux de nos possibilités.»

Ce qui est un des éléments essentiels de la doctrine de la FNSEA et du CNJA, et pour faire mesure comble de démagogie, Chirac continue en disant que pour cela «la France a besoin d'agriculteurs suffisamment nombreux et dynamiques» donc une politique «vigoureuse d'incitation à l'installation de jeunes agriculteurs». De quoi couper l'herbe sous le pied au nouveau président du CNJA lui-même ! Et pour terminer, la promesse, en septembre, après les récoltes, de prendre les mesures nécessaires pour que le revenu agricole ne baisse pas...

«Ce flot de promesses, Chirac l'a de nouveau répandu dans son intervention de l'après-midi. Ne faisant pas de détail, il récupère dans sa conclusion, le titre même du principal rapport : «Nos sociétés avec des paysans» en proclamant «la détermination du gouvernement de faire en sorte que la France de demain soit une France avec des paysans... Ceci après avoir décerné aux organisations agricoles un premier prix de concertation : «La critique» dont j'observe qu'elle est toujours positive dans le monde agricole contrairement à ce qu'on constate dans d'autres secteurs.»

«Nous jugerons aux

actes», dit le nouveau président, ce qui n'est qu'apparemment une attitude de bon-sens paysan. Les dirigeants du CNJA savent bien en effet que si ces dernières années des facilités réelles ont été accordées aux jeunes paysans lors de leur installation, rien dans la politique agricole actuelle ne va dans le sens des déclarations chiraciennes sur l'agriculture «élément essentiel de notre puissance économique».

Ce thème de l'agriculture puissance économique est le thème central de la nouvelle bourgeoisie rurale, des paysans moyens modernisés.

Chirac s'en empare, et c'est de bonne guerre, mais ce n'est pas cette idée, qui, concrètement détermine les orientations de l'Europe verte, et c'est encore moins elle qui fait la loi sur les marchés internationaux agricoles. Pour que Chirac ne mente pas, il faudrait un bouleversement total de la politique européenne et française. Mais est-ce cela que désirent la FNSEA et le CNJA ?... Certainement pas. Alors la comédie de Chirac n'est que la réponse tonitruante, certes - à la comédie que ne cesse de jouer le syndicalisme agricole lui-même.

J.C.D.

# LUTTES OUVRIÈRES

## CARON OZANNE (Caen)

# LA POLICE CONTRE LES GREVISTES

### SUITE DE LA UNE

Ils sont venus à 250. En moins de cinq minutes, ils étaient partout. Des RG ont fouillé minutieusement tous les tiroirs, tous les recoins de l'usine en compagnie de syndics arrivés un peu plus tard. Un ouvrier explique : « Depuis quelque temps, on s'y attendait ! Le préfet Mestre avait déclaré publiquement qu'il ferait appliquer la loi (en l'occurrence, le jugement du tribunal ordonnant l'expulsion). On avait pris des précautions pour mettre le maximum de matériel à l'abri et se retrouver en cas d'expulsion ». Le motif officiel, c'était l'inauguration par d'Ornano d'une boîte qui se trouve juste à côté de l'imprimerie. Les officiels voisinant avec les drapeaux rouges, banderoles et affiches qui fleurissent sur les murs, c'était évidemment ennuyeux. D'Ornano n'aurait pas aimé, d'autant que les « Caron » avaient prévu une « petite

réception », histoire de rappeler leur existence aux responsables du chômage. Mais, bien sûr, la vraie raison n'est pas là.

### LES RESTRUCTURATIONS DANS L'IMPRIMERIE

Le plan Lecat prévoit 15 000 licenciements dans l'imprimerie. Avec ceux du Parisien Libéré, de Chaix, d'Imro et d'autres, les travailleurs de Caron-Ozanne ont été les premiers touchés. En 74, la société résultant de la fusion de Caron avec Ozanne promettait pourtant de bons résultats. Une belle usine avait été construite dans la zone industrielle du Chemin Vert. Et puis, le processus maintenant bien connu des travailleurs : cessation de paiement, dépôt de bilan, liquidation... On veut bien redémarrer l'activité partielle, mais il faut accepter des licenciements... Pen-

dant des mois, ce sera des réunions pour ne rien dire, des faux bruits, des menaces. Mais la bourgeoisie n'était pas parvenue à faire plier les Caron. Au contraire, après de longues discussions, ils déclaraient finalement de re-

mettre les machines en route, de mettre leur imprimerie au service des luttes des travailleurs. C'est ainsi qu'un peu partout dans la région et même en France, on voit des tracts et des affiches portant la mention : « Ré-

lisé par les travailleurs de Caron-Ozanne sur leur outil de travail ». Dans le même temps fut décidée la sortie de « Ouest licenciements ». Ce journal qui est ouvert à tous les travailleurs en lutte et qui est maintenant connu

téléphone, les Lip se sont rendus à trois cent devant l'hôtel de police pour protester et affirmer leur solidarité aux Caron. Maintenant, se pose le problème de continuer la lutte. Une grande partie du travail sera consacrée à poursuivre la parution de Ouest-licenciements, mais ça ne règle pas tout.

Dans la dernière période, il ne venait plus beaucoup de monde à l'usine.



### AMAURY ENRAGÉ

L'agression policière contre les travailleurs de Caron Ozanne a suscité ce commentaire au « Parisien Libéré ».

« Les entreprises de province ont beaucoup de chance d'être protégées comme elles le sont et de voir les décisions de justice être exécutées avec seulement quelques jours de retard ».

Amaury en bave d'envie, il réclame une opération du même style menée contre ses ouvriers qui occupent leur usine pour le maintien de leur emploi.

## BESANÇON BOURGEOIS : S'OPPOSER À TOUT LICENCIEMENT

Bourgeois, c'est un patron de choc. Dans l'usine, des conditions de travail épouvantables, les accidents qui se succèdent et la répression incessante.

Bourgeois avait fait inculper quatre travailleurs pour séquestration, il y a presque un an. La justice bourgeoise a rendu son verdict : 500 000 F d'amende pour les quatre inculpés et 1 F de dommages et intérêts pour le patron. Cela lui permettait, mardi, d'entamer une procédure de licenciement contre deux délégués CFDT.

Quotidien du Peuple : Qu'avez-vous fait mercredi, après l'annonce des licenciements ?

— On a fait un débrayage d'information le lendemain matin pour informer les travailleurs : cent-six personnes des ateliers ont débrayé.

En discutant, il a été décidé de se mettre devant les portes à midi, et d'expliquer qu'il ne fallait pas rentrer, et obtenir la garantie que le patron ne licencierait pas les délégués.

Comme il y a beaucoup de travail en ce moment, des ateliers qui font 50 H, que la direction fait travailler le samedi, faire des heures supplémentaires, on pouvait donc faire une pression assez forte.

Devant les portes, le midi, on s'est retrouvé un peu plus de deux cents dehors et on a décidé au cours de l'après-midi de discuter avec les ateliers qui n'avaient pas arrêté, mais la direction talonnait

les gars. Le soir, on a décidé de faire des piquets pour le lendemain matin, et d'arrêter les ateliers.

Le lendemain, on est venu à 4 h 30. Très rapidement, on s'est trouvé devant une équipe de vigiles avec des chiens policiers qui étaient à l'intérieur, leur boulot, c'était de maintenir les portes ouvertes. Deux étaient en uniforme : « Sécurité du Centre » ; les deux autres en civil. Il y avait deux chiens policiers. D'autres vigiles attendaient un peu plus loin et il y avait deux cadres qui étaient là aussi. Leur jeu était simple : mettre les vigiles devant les portes pour nous em-

pêcher de les fermer et faire pression sur les gars pour les faire rentrer. Ils essayaient de profiter du fait que l'équipe du matin était composée de Yougoslaves sur lesquels la direction avait fait pression pour qu'ils ne participent pas à la lutte.

Comme l'atelier qui est rentré occupait une place clé dans l'usine, les autres ouvriers sont rentrés aussi.

La direction avait très peur qu'on démarre un mouvement : ils avaient mis à l'abri des camions à l'extérieur, ils ont fait venir des camionneurs pour décharger à toute vitesse.

Aujourd'hui, on a appris qu'ils avaient licencié deux ouvriers, qu'ils vident les intérimaires qui ont fait grève. Nous nous préparons à une lutte très dure contre les licenciements, contre la répression patronale.

### ● RIPOSTE CONTRE L'ARBITRAIRE AUX BUS DE BESANÇON

Les chauffeurs se mettront en grève samedi, si la direction ne rapporte pas sa décision de licencier un chauffeur stagiaire depuis 11 mois et demi. (La titularisation est à 12 mois).

dans toute la France.

### COMMENT POURSUIVRE LA LUTTE ?

Dès la nouvelle de l'agression policière connue, un mot d'ordre de grève de l'imprimerie était lancé dans la région. Ce n'est que tard dans l'après-midi que la FFIL-CGT décidait d'étendre ce mot d'ordre au niveau national. « Ils ont dû être gênés, car on n'est pas souvent d'accord avec eux, mais ils ne pouvaient faire autrement car ils se sont engagés il y a six mois, à appeler à des grèves nationales en cas d'intervention des flics dans n'importe quel endroit », disait un gars.

A Besançon, dès qu'ils ont appris la nouvelle par

Dans cette longue lutte, les travailleurs ont été confrontés à des problèmes qu'ils ont souvent eu du mal à maîtriser. La question de l'utilisation des machines, du légalisme fut et reste encore l'objet de longs débats. Comment mobiliser ceux qui ne participaient pas à la lutte ?

Comment faire face aux problèmes financiers ? Ces questions aujourd'hui restent posées, après l'agression des flics et l'évacuation de l'usine.

Gérard PRIVAT

### suite de la une

## SUCCÈS DE LA JOURNÉE VILLE-MORTE AU PÉAGE DE ROUSSILLON

Des groupes de visiteurs sont pris en charge par des travailleurs qui expliquent le fonctionnement de la filature d'acétate. Ils montrent comment chaque innovation technique a été conçue dans le but de supprimer peu à peu des emplois et comment la charge de travail, le nombre de bobines à manipuler a augmenté pour ceux qui restent.

De nombreux panneaux rappelaient que l'usine est viable, les travailleurs insistent sur la modernisation des métiers à tisser. Mais, la visite aura un côté principalement technique, et il faut poser des questions pour savoir où en est la lutte, et le lock-out. L'après-midi

sur la place Morant, il y a plus de 2 000 travailleurs. De nombreuses usines en lutte de la région sont venues et installent leurs stands.

Les travailleurs de Barbière en occupation depuis un an contre la fermeture de leur usine de tissage, de la Boulonnerie Calibrée de Valence qui occupe depuis février, Imprima qui occupe depuis 4 mois, etc... 250 travailleurs de la CTA de Vaulx en Velin arrivent en manifestation sur la place, en scandant « Vaulx-Péage, même combat ! ». Ils sont applaudis par tous les travailleurs. Les discours syndicaux se félicitent du succès de la journée, mais ne répondent pas à la question comment continuera-t-on

la lutte demain à Rhône Poulenc Textile pour empêcher la fermeture ?

Les perspectives de lutte ? Elles restent floues. La lutte d'ensemble sur RPT n'a pas démarré, la direction CGT s'y oppose toujours. La CFDT veut reprendre les actions de popularisation. Mais le temps presse. Ces atermoiements ne font que servir Renault Gillet et son trust, qui veulent officialiser les 515 licenciements, en juillet 75.

Le succès de la journée « ville morte » à Péage a montré le soutien que les travailleurs peuvent recevoir de toute la région, mais n'a pas dégagé de perspectives pour la lutte.

Correspondant Lyon

## GARCHES : ECOLE D'INFIRMIÈRES SAUVAGE AGRESSION DE LA POLICE CONTRE DES ÉLÈVES INFIRMIÈRES

A la demande de la direction de l'hôpital Raymond Poincaré à Garches (92) et de la directrice de l'école d'infirmières de cet hôpital, jeudi 20 mai vers 21 heures, la police a agressé à l'intérieur de l'école une quarantaine d'élèves infirmières et quelques travailleurs hospitaliers venus les soutenir. Elèves et travailleurs hospitaliers ont été brutalement bousculés, injuriés, trainés, chargés dans 2 cars de police, amenés à l'extérieur de l'hôpital et à 500 mètres, ils ont été jetés brutalement sur la route. De plus, la police a confisqué les affaires personnelles des élèves : sacs à main, porte documents, etc... qui n'ont été rendus que tard dans la nuit.

Le motif de cette agression caractérisée est le fait que ces élèves faisaient un sitting silencieux dans le hall de l'école d'infirmières pour protester contre la répression qui se généralise.

correspondant Garches

# INTERNATIONAL

ALLIANCE ATLANTIQUE

## Après la réunion des ministres

### DIFFICULTÉS IMPORTANTES

La concurrence pour le partage du monde prend chaque jour plus le pas sur la collusion entre les deux super-puissances. La dernière réunion des ministres de l'alliance atlantique en a apporté la preuve : le communiqué final indique que la détente ne saurait être durable que «si les pays font preuve de modération dans leurs relations mutuelles et dans leurs initiatives» à l'échelle mondiale. Il s'inquiète de la puissance militaire des pays du pacte de Varsovie, qui risque de provoquer «une course aux armements d'une ampleur dangereuse». Deux avertissements donnés au social-impérialisme soviétique par les États Unis et leurs alliés.

Constituée au lendemain de la guerre mondiale comme bloc agressif contre l'URSS, alors socialiste, l'Alliance a, d'emblée, été largement dominée par les États-Unis. Aujourd'hui, son caractère disparate, les intérêts divergents des bourgeoisies qui la constituent, son opposition fondamentale aux aspirations des peuples, se manifestent de plus en plus ouvertement.

#### APPÉTITS CONTRADICTOIRES

C'est le conflit entre la Turquie et la Grèce : ces deux gouvernements bourgeois, pour des raisons d'intérêt étroit, se disputent à la fois sur Chypre et sur le plateau continental de la mer Egée, riche en pétrole. Les contradictions ayant amené les deux pays au bord de la guerre, lors de la crise de l'été 1974, Kissinger a depuis, tenté de rapprocher leurs points de vue, car leurs liens avec le système atlantique tendaient de ce fait à se relâcher. A ce jour, les projets de «pacte de non-agression» n'ont toujours pas abouti.

#### DEFENSE DES RESSOURCES NATURELLES

Entre l'Islande et la Grande Bretagne, c'est l'histoire d'un petit pays qui défend ses ressources naturelles vitales contre le pillage impérialiste : en portant à 200 milles marins ses eaux territoriales, l'Islande voulait mettre un terme au braconnage de ses ressources de pêche. Depuis, il ne s'est guère passé de mois sans que les chalutiers britanniques, et même les frégates de guerre, n'entrent en conflit ouvert avec les petites canonnières du gouvernement islandais, contraint par la volonté populaire de faire preuve d'énergie dans cette confrontation.

#### CRISE INTERNE GRAVE

L'affaire italienne est plus significative encore : la crise du système capitaliste est à ce point avancée, dans plusieurs pays d'Europe du sud, que la participation des révisionnistes au pouvoir risque d'y apparaître

comme la seule solution pour empêcher le renversement du capitalisme. Les liens subsistant entre Moscou et ces partis, (malgré les contradictions qui se sont développées ces derniers temps), posent aux États-Unis, un grave problème : peuvent-ils, de la sorte, avoir

au sein des organismes de l'alliance, des partis entretenant des relations avec l'adversaire potentiel ?

#### DES PILIERS ENCORE SOLIDES

Ces difficultés de l'Alliance concernent, certes, des verrous stratégiques importants. Mais les principaux piliers de l'Alliance en Europe restent : l'Allemagne de l'Ouest et la Grande Bretagne qui n'ont jamais démenti leurs relations étroites avec les États-Unis. La France, comme on le voit à l'occasion du voyage de Giscard, tend aujourd'hui à les resserrer.

Deux facteurs ont déterminé ce renforcement des liens entre les USA et

les principaux impérialismes européens. D'une part, l'affaiblissement des anciennes métropoles coloniales devant la lutte du Tiers Monde les a rendues plus vulnérables aux pressions de Washington. D'autre part, l'accroissement de la pression militaire et politique de l'URSS conduit les bourgeoisies européennes, peu capables de trouver en elles-mêmes les ressources de la résistance, à compter plus sur la «protection» américaine (en même temps qu'elles font des concessions aux exigences soviétiques).

En sorte que, malgré ses difficultés, l'Alliance Atlantique demeure, face aux peuples d'Europe qui développent leurs luttes anti-capitalistes, un instrument efficace de l'intervention américaine.



A l'Ecole Polytechnique d'Athènes : «Dehors l'armée américaine»...

### en bref

**ESPAGNE :** Après son voyage en Catalogne et en Andalousie, Juan Carlos récidive, cette fois dans les Asturies. Le régime fasciste du continuateur de Franco, qui a fait l'unanimité contre lui, est en mal de popularité. Pour ne pas entendre, il n'a rien trouvé de mieux que de descendre au fond d'un des puits du bassin minier : justement celui qui vient de faire grève pendant plus de deux mois pour des augmentations de salaire et pour les libertés démocratiques, et qui a été très durement sanctionné. A cette provocation, les mineurs ont réagi par des manifestations et Juan Carlos a dû changer son itinéraire.

#### LE CONGRÈS EST-ALLEMAND : L'URSS MONTRE LES DENTS

Souslov, représentant de l'URSS au congrès du parti révisionniste est-allemand, a déclaré : «Toute tentative pour provoquer une nouvelle vague de tension internationale et rejeter l'humanité dans la guerre froide représente un danger pour la paix».

Autrement dit, les puissances occidentales, si elles n'acceptent pas de rentrer dans le jeu de la politique de «détente» impulsée par l'Union Soviétique, sont menacées de guerre.

#### PÉTROLE : PRESSIONS INTOLÉRABLES DES USA SUR LE MEXIQUE

Devant la conférence de la banque inter-américaine de développement, le sous-secrétaire d'Etat au trésor américain, Gerald Parsky, a menacé le Mexique de sanctions commerciales au cas où il rejoindrait l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole. Il a déclaré : «Je suis convaincu que le Mexique ne rejoindra pas l'OPEP et que son gouvernement est pleinement conscient des inconvénients qui pourraient en résulter».

115 000 barils de pétrole quittent chaque jour le sol mexicain en direction des États-Unis, et le président Etcheverria avait souhaité récemment cesser ce gaspillage pour consacrer cette richesse nationale au développement de la pétrochimie. Les États-Unis entendent mettre à profit leur main-mise étroite sur l'économie mexicaine, qui réalise 70 % de ses exportations en leur direction, pour empêcher l'adhésion de ce pays à l'OPEP.

## Palestine

### LA RÉPRESSION S'AGGRAVE EN VAIN

Les assassinats de manifestants palestiniens systématiquement commis ces derniers jours entraînant, en même temps que l'indignation internationale, une mobilisation encore plus élevée des masses palestiniennes, le gouvernement israélien envisage de nouvelles mesures. D'un côté, il parle de fournir ses troupes uniquement en projectiles de caoutchouc et de bois. Mais surtout, une série de formes supplémentaires de répression sont prévues : expulsion vers le Liban et la Jordanie, instauration d'un couvre-feu interdisant dans des villes entières aux habitants toute circulation, coupure des relations économiques, très importantes avec la Jordanie.

Ainsi, le développement sans précédent du mouvement patriotique palestinien à l'intérieur même de la patrie occupée, les formes très élevées qu'il revêt ces dernières semaines, forcés les autorités sionistes à déterminer plus nettement leur attitude à l'égard des territoires occupés depuis 1967. La réponse est : maintien et renforcement de l'occupation, implantation de nouvelles colonies, extension croissante à cette partie du pays des méthodes de répression employées de-

puis 1948 sur le reste du territoire.

Dès maintenant, Ramallah, Bireh, la casbah de Naplouse, sont soumises à ce «couvre-feu». Ce qui n'a pas empêché les habitants de cette dernière agglomération d'organiser une grève de protestation. En même temps, les étudiants palestiniens de l'université hébraïque de Jérusalem, qui manifestaient pour protester contre les assassinats commis ces derniers jours, ont été attaqués par les étudiants sionistes, qui en ont blessé plusieurs. La police, venue en renfort, a également arrêté plusieurs étudiants palestiniens de cette université. On se souvient qu'il y a quelques temps, ceux-ci avaient déjà refusé d'assumer les «tours de garde» auxquels ils étaient contraints.

Le ministre d'Etat aux DOM-TOM (Départements et Territoires d'Outre-Mer) Olivier Stirn, annonce la reprise en mains directe par la France du contrôle de la direction de la police à Djibouti. Cette fonction avait été attribuée aux autorités «locales» en 1974.

## Cologne

### L'AFFAIRE LISCHKA

### AJOURNEMENT DU PROCÈS

C'est mercredi que devait commencer à Cologne, en Allemagne fédérale le procès de neuf Français, membres de la LICA, accusés d'avoir en juillet 1975, brisé les vitres du bureau de Kurt Lischka qui avait de 40 à 43 assuré à Paris les fonctions de chef-adjoint de la police en France et chef de la Gestapo pour la région parisienne. A ce titre, il avait envoyé à la mort dans les camps plus d'une centaine de milliers de juifs, et de nombreux résistants.

Le procès a été ajourné, suite à de nombreuses manifestations. Les vitres du bureau de Lischka ont de nouveau été brisées, et des personnes venues soutenir les accusés s'étant vues refuser l'accès au tribunal avaient occupé l'entrée et étaient refoulées par les forces de police.

Cependant, de nombreux sympathisants avaient pu pénétrer dans la salle, et lorsqu'un accusé demande : «Où est Lischka, principal accusé...?» et qu'un autre fait le procès du génocide hitlérien, spectateurs crient : «Lischka assassin».

C'est alors que le président du tribunal ajourne le procès

qui devait se poursuivre hier. On apprend aujourd'hui que le verdict sera rendu lundi.

La LICA a contribué à démasquer d'anciens hauts responsables de la police nazie en France, qui actuellement occupent des postes de responsabilité dans l'appareil d'Etat de la social-démocratie allemande. C'est le cas notamment de Walter Machule responsable de la police nazie à Bordeaux qui vit à Hanovre, Karl Keller grand exécutif de résistants à Lyon retraité de la haute école de la police à Wiesbaden, Heinz Muller commissaire principal de la police de Celle en Basse Saxe en retraite, Karl Kubler directeur du ministère de l'économie de Bade Wurtemberg. Il est

cependant regrettable que cette organisation, prenant prétexte des persécutions nazies sur les juifs soutienne le sionisme et le racisme d'Israël.

On peut noter d'ailleurs que l'Allemagne, avec tous les anciens responsables nazis dans ses organes dirigeants, ceux qui sont démasqués et ceux qui ne le sont pas, apporte un soutien effectif à l'Etat d'Israël.

Pierre VIDAL

#### ● ÉTATS UNIS :

Le sénateur Edward Kennedy, cadet de la famille, se présentera-t-il aux élections présidentielles de novembre ? En tout cas, il a refusé de démentir la nouvelle, parue dans le «Daily News». Les difficultés rencontrées par Carter, dont le vide politique commence à apparaître, suscitent la renaissance des ambitions chez les autres candidats démocrates possibles.

# LA CFDT AUJOURD'HUI

## LA CFDT DEPUIS LES «ASSISES» DU PS (74-76)



Dans la foulée des élections présidentielles de 1974, Mitterrand et son PS, fraîchement «rénové», lançait une vaste opération, destinée à regrouper sous sa houlette tout ce qui dans les associations de masse (APF, GAM, CFDT...) ou groupes politiques dans la mouvance de la social-démocratie (PSU, Vie Nouvelle, Jeune République, Objectif Socialiste...) pouvait avoir «voté socialiste» (fut-ce au second tour de scrutin !)... Dans une motion du Bureau National du 27 mai répondant «favorablement» à cette invite, un certain nombre de cadres de la

CFDT tendaient à engager la Confédération dans ce nouveau «redéploiement à gauche» et jouaient (quelles que soient leurs dénégations ultérieures !) les sergents recruteurs du PS. En effet, même si cette simple déclaration ne constituait pas un appel proprement dit à rejoindre le Parti de Mitterrand, il représentait une pression de fait vis-à-vis des adhérents et a contribué à frayer le chemin à l'appel des 100, Responsables d'Associations et Syndicats à «construire une grande force socialiste» avec le PS. Signé de responsables en vue de la

CFDT, ce texte, parrainé par un ancien responsable confédéral (A. Jeanson) a impliqué des directions fédérales ou régionales de la CFDT et, de fait, le Bureau National, bien qu'Edmond Maire ait personnellement pris soin de rester physiquement en dehors de l'opération des Assises !

A l'époque, cette initiative devait rencontrer dans la CFDT une forte opposition, fondée tant sur le refus de la main-mise du PS sur la CFDT que sur la volonté de préserver des acquis essen-

tiels du style de masse, d'une conception «qualitative» des revendications qui prenait jusqu'alors en compte une lutte résolue sur les conditions de travail, la hiérarchie et d'une manière plus générale, l'organisation capitaliste du travail. Une ouverture indéniable aux aspirations des OS en lutte, depuis 1971 surtout, tendait également à être remise en cause. Le tout (et la démocratie interne avec !) corseté dans l'accord dit «anti-LIP» que depuis le 26 juin 74 la direction révisionniste de la CGT avait réussi à imposer !

### INTERVIEW D'UN MILITANT CFDT DE LA «3e COMPOSANTE DES ASSISES»

Il nous a semblé nécessaire d'interpeller ce courant qui, dans la CFDT, s'est pris alors d'engouement pour les projets sociaux-démocrates au point d'aller grossir les rangs du PS, avec l'illusion d'y changer les choses. Nous avons interviewé à cette occasion, un délégué, membre de la Fédération Unifiée de la Chimie CFDT, cadre dans une unité parisienne d'une firme «multinationale», signataire de l'appel pour les Assises dites pour le socialisme... On retrouvera dans ses propos, toute l'ambiguïté qui, bientôt deux ans après, demeure, sur le ralliement à Mitterrand de cette fameuse «3e composante des Assises» qui, avec une partie du PSU, s'en est allée au PS.

L'«auberge espagnole» que représente, pour le réformisme, l'«autogestion» y prend bien sûr, sa part... Sur cette base, camarades, nous pourrions engager ce premier bilan : qu'est devenue la CFDT depuis ces Assises contre le socialisme de l'automne 74 ? Quelle suite à la bataille qu'elles suscitèrent alors ?

y compris au sein du Parti... Et on voit qu'il y a des rivalités avec des générations plus anciennes (SFIO...), avec des gens des clubs (qui sont d'une autre école), du CERES...

QdP : Et comment peut-on définir la stratégie de

L'autogestion, ça ne se limite pas à la gestion de ceux qui travaillent dans l'entreprise. C'est du point de vue de l'environnement le problème de ceux qui vivent tout autour... Au niveau d'une entreprise on peut parler à la fois d'une étatisation (appartenance à l'Etat), d'une so-

cialisation parce qu'elle s'insère dans des communautés bien déterminées (géographiques ou économiques).

C'est l'autogestion dans la mesure où les gens de l'extérieur qui se trouvent à venir donner leur avis sur l'orientation de l'entreprise doivent

avoir une attitude avec les gens qui sont à l'intérieur, d'autogestionnaire parce qu'ils sont aussi partie prenante que les travailleurs à l'intérieur sur l'orientation et la marche de l'entreprise.

QdP : Que signifie, dans ces conditions, les «objectifs de transformation socialiste» dont il est question dans le rapport présenté par le Bureau National ?

R. : Cette question a été abordée au moment des Assises et au PS à propos du contrôle ouvrier. Il s'agit d'avoir un contrôle le plus effectif sur ce qui se fait ; par exemple que les conditions de travail soient améliorées : c'est à la fois un objectif pour aujourd'hui et qui est significatif pour demain. C'est un exemple que l'on peut donner pour illustrer ce qu'a dit M. Rolland à ce sujet, entre autres.

QdP : Que signifie alors une «stratégie autogestionnaire» ?

R. : En partant de la perspective autogestionnaire, on élabore une stratégie de prise de pouvoir, mais qui est aussi une stratégie de transition, qui se fera avec des étapes, des objectifs intermédiaires et des sauts qui seront certainement des périodes révolutionnaires...

Cette stratégie implique qu'il y ait respect des autres forces (partis de gauche) et la nécessité de travailler avec elles. Ça c'est vraiment une stratégie autogestionnaire qui doit aboutir à la prise de pouvoir.

QdP : Quel contenu donner au socialisme autogestionnaire ?

R. : D'abord pour des raisons historiques, c'est l'opposé d'un certain étatsisme et à une centralisation outrancière qui correspond bien en partie à un courant de pensée français.

Nous préférons parler de socialisme autogestionnaire par rapport à d'autres même au sein du PS...

D'ailleurs le socialisme autogestionnaire, je dirai c'est une utopie, même pour chacun d'entre nous, parce que ce sera dépassé par rapport à nos pratiques, et par des pratiques qui seront plus avancées.

Quotidien du Peuple : Edmond Maire disait en novembre 75 : «Il y a un grand décalage entre la perspective définie alors aux «Assises pour le socialisme» et la réalité». Quel bilan un cédétiste se réclamant de la «3e composante des Assises» de 74 («ni PS ni PSU» à l'époque...) tire-t-il aujourd'hui ?

R. : En fait ça me semble ambigu, parce qu'il y a deux interprétations possibles :

- Un décalage avec ce qui se passe dans le PS et donc ça s'interpréterait comme un décalage entre une idée que se faisaient les gens qui voulaient rentrer dans le PS et ce qu'ils ont trouvé à l'intérieur.

- Prendre la perspective définie aux Assises pour le socialisme comme une perspective générale, un peu idéaliste alors que la réalité vécue de tous les jours est différente.

A la suite des Assises et comme un grand nombre de gens qui s'étaient inscrits dans la 3ème composante, je me suis retrouvé au PS et j'ai commencé à y militer. (...)

Si l'on prend le terme de «bilan des Assises», ce qu'il en ressort c'est d'avoir permis à un certain nombre de gens de s'insérer dans un courant politique qui est ce qu'il est mais qui existe, et que ces gens dont je suis pensent pouvoir être partie prenante, y compris peut être en agissant dessus. (...)

C'est une expérience qui a pour moi, pour le moment moins de deux ans, c'est quand même court pour avoir

un jugement de valeur absolu, je suis loin de connaître tous les secrets et la vie du PS...

QdP : Quel bilan peut-on tirer en particulier de la perspective qu'avançaient certains des signataires de l'Appel de la 3e Composante d'un «Parti Socialiste Ouvrier de Masse», dont des militants CFDT en entrant au PS auraient «permis la réalisation» et dont nous avions à l'époque (dans Front Rouge) dénoncé le caractère illusoire voire mystificateur ?

R. : Où cela me gêne, c'est que je ne suis pas ouvrier et je ne peux pas parler à la place d'un ouvrier. Un parti de masse ? Certainement, je crois que le PS est un parti de masse, pas forcément de la masse ouvrière... On sait très bien que l'implantation en milieu ouvrier est assez faible, l'implantation du PS se situe au niveau des classes moyennes et ça c'est une réalité...

Le «Parti Socialiste Ouvrier de Masse» n'était pas au centre de mes préoccupations et aux Assises cette question n'a pas été tellement mise en avant. (...)

Parmi ceux qui ont signé l'appel en tant que 3e composante, il y a eu un large mouvement d'entrées au PS. Parmi ceux que je connais, un grand nombre étaient des militants, qui n'étaient pas des enfants de chœur ne croyant pas que tout serait rose... que tout serait facile ; ils y sont rentrés avec un esprit de lutte sachant que la vie est faite d'affrontements



«l'union des forces populaires» dans tout ça ?

R. : Quelle stratégie mettre en œuvre ? C'est bien de mettre en place des types de relation entre les différentes composantes de ces forces qui permettent à chacune de ces forces d'exister et d'être reconnues par les autres et non d'être sous la coupe d'une seule force. On rejoint ainsi le problème de l'autogestion ; c'est ce à quoi travaillent au sein du PS des militants de la 3ème composante.

QdP : Il y a un grand nombre de forces qui se réclament d'un «socialisme autogestionnaire», quels sont les clivages ?

R. : Il y a des raisons historiques, mais il y a que l'autogestion n'est pas très définie. (...) Au début on disait «c'est l'auberge espagnole» (...).

Mais s'il y a des clivages, c'est parce qu'il y a des recherches et comme toutes les recherches, pour cerner le même objet n'avancent pas dans la même direction, alors...

Pour moi, ces courants (autogestionnaires) partent d'une même aspiration.

### On ne leur fait pas dire !

RAPPORT AU CONSEIL NATIONAL (d'octobre 1975) de Lesire-Ogrel :

«Les travailleurs ne comprennent plus... Ils ont besoin d'un support politique et ce support manque, de son propre fait. La gauche n'apporte des solutions ni aux préoccupations du moment, ni aux questions stratégiques qu'elle n'aborde pas au fond. Alors, elle n'est plus crédible, on ne voit pas d'issue politique». (S.H. du 23/10/75)

Edmond MAIRE (N.O. du 10/11/75)

«Quant aux militants CFDT qui étaient présents, (aux Assises-NDLR), ils ne sont pas déçus car ils s'attendaient à un décalage entre la perspective définie alors et la réalité. En revanche, ce décalage a été ressenti parfois durement par quelques militants de la CFDT qui sont entrés au PS en pensant que, très rapidement, le comportement de ce parti serait conforme à ses déclarations. Eh bien, ils font l'apprentissage du réalisme et du temps qu'il faut pour changer les choses !»

RAPPORT GÉNÉRAL AU 37e CONGRES (mai 76) :

«Certains s'interrogent sur l'existence même de l'autonomie et de l'indépendance de la CFDT. Il est vrai que l'engagement politique d'un certain nombre de militants CFDT pour une large part au PS, après les Assises du Socialisme, crée une situation nouvelle pour l'organisation. Certains ont même affirmé hâtivement que le PS et la CFDT «c'est la même chose» ! (page 54)

# COMMUNIQUÉS

## LA SÉCURITÉ CONTRE LES LIBERTÉS

Colloque organisé par le syndicat de la magistrature  
Avec la participation d'organisations françaises et étrangères :  
confédérations syndicales, policiers, journalistes, avocats,  
universitaires

### PROGRAMME

SAMEDI 22 MAI 1976  
Centre Universitaire Dauphine

- 9 h 30 : Ouverture du colloque  
- 10 heures à 13 heures :

#### 1<sup>re</sup> partie

#### LA MONTÉE DES FORCES DE L'ORDRE

- Thème 1 : Utilisation politique de la délinquance  
Manipulation des statistiques et des faits divers  
Rôle des mass-media  
Stratégie de la tension.
- Thème 2 : De la sécurité des citoyens à celle de l'Etat  
Etat des libertés en France  
Nouveaux textes, nouvelles atteintes  
Reprise en main de la fonction publique
- Thème 3 : Montée des conflits sociaux et répression  
Situation dans le monde du travail  
Utilisation de la Cour de Sécurité de l'Etat.

#### 2<sup>e</sup> partie

- 14 h 30 - 19 heures :  
SÉCURITÉ ET MODES DE DÉVELOPPEMENT  
Outils du développement : informatique et militaire  
Environnement du développement : urbain, consommation, multinationales  
Garantie du développement : le contrôle social.

## LYON : JOURNÉE PALESTINIENNE

La situation actuelle à l'intérieur de la Palestine est la suivante :

1<sup>o</sup>) Manifestations rejetant l'occupation dans toutes les villes palestiniennes à Jaffa, Naplouse, Jérusalem, Ramallah, Jenin.

2<sup>o</sup>) L'armée israélienne a ouvert le feu sur nos compatriotes, tuant de nombreux manifestants ainsi que des habitants à l'intérieur de leur maison, comme au camp de Ramallah et à Naplouse.

3<sup>o</sup>) L'instauration du couvre-feu sur toutes les grandes villes de Cisjordanie et l'établissement du mur de fer autour de La Casbah à Naplouse et l'interdiction de la circulation entre la Cisjordanie, la bande de Gaza et la Galilée.

4<sup>o</sup>) Des bombardements du sud Liban par l'artillerie lourde et l'aviation israélienne.

En raison de cette situation et à l'occasion du 29<sup>e</sup> anniversaire de l'occupation sioniste de la Palestine en 1948, la GUPS organise une journée d'information et de soutien au peuple palestinien.

### SAMEDI 22 MAI - CENTRE CULTUREL ŒCUMÉNIQUE

- 15 HEURES à 17 HEURES : FILM «L'OLIVIER»
- 17 HEURES à 18 HEURES : COMMENTAIRE ET DÉBAT
- 18 HEURES : PROJECTION DE FILMS «KAFR KASEM», «KAFR SHUBA»...
- 20 HEURES : MEETING-DÉBAT AVEC LE REPRÉSENTANT DE L'OLP EN FRANCE : AZZEDINE KALAK ET LE REPRÉSENTANT DE LA GUPS EN FRANCE...

#### VENEZ NOMBREUX !

AU CENTRE CULTUREL ŒCUMÉNIQUE : 39, RUE COURTELINE  
(VILLEURBANNE) - Lignes TCL 27 et 26, 37 et 38  
Organisé par GUPS

## Communiqué de la coordination des élèves révolutionnaires

La 2<sup>ème</sup> coordination nationale des élèves révolutionnaires se déroulera dimanche 23 mai, dans une salle de l'AGECA, métro Alexandre Dumas dès 10 heures. Le 7 mars, la première coordination rassemblait peu avant le mouvement de lutte contre Haby des délégués de plus de soixante lycées et CET, contre la réforme, l'école capitaliste, pour le soutien aux luttes ouvrières et des peuples du monde, contre les manœuvres de tout ce qui touche de près ou de loin à l'Union de la Gauche.

Aujourd'hui l'heure est au bilan du mouvement de grève, l'heure est à l'action contre la répression tant dans les écoles que dans les usines et dans les quartiers. Tirer les leçons du mouvement de cette année pour développer la lutte des élèves contre l'école capitaliste de façon durable et organisée, briser l'isolement et construire un mouvement de soutien aux luttes du peuple, tels sont les grands thèmes de cette 2<sup>ème</sup> coordination nationale des élèves révolutionnaires.

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN : 208 65 61

# TRIBUNE DU 2<sup>e</sup> CONGRÈS DU PCRml

## Communiqué du Bureau Politique du PCRml

Le deuxième Congrès du PCRml se tiendra avant la fin de l'été.

Dans le Parti que nous construisons, le centralisme démocratique exige que chaque cellule, à tout moment, soit partie prenante de l'élaboration de la ligne idéologique et politique. Pour le Congrès, qui est le moment de la démocratie la plus large, ce principe joue avec une force encore plus grande. Les cellules du PCRml, qui ont engagé la discussion du projet de programme présenté par le Comité Central, auront à cœur de donner vie au débat par leurs contributions.

Ce Parti, appliquant la ligne de masse, élabore en permanence sa ligne politique en se fondant sur la concentration des idées justes des masses. La condition en est le libre débat, mené en pleine lumière, avec les travailleurs révolutionnaires. Dans la préparation de son Congrès, le PCRml est décidé

à leur donner largement la parole : l'ouverture de la tribune de discussion dans le Quotidien du Peuple permettra qu'ils enrichissent de leurs observations et de leurs critiques le programme qui sera adopté par le Congrès.

Camarades, comman-

dez dès maintenant le n° 7 de «Front Rouge», où le projet de programme sera publié !

Participez, en animant cette tribune de discussion, au succès politique du deuxième Congrès du PCRml !

### Commandez

## FRONT ROUGE N°7

(Organe central du PCRml)

● Ce numéro comporte le projet de programme préparatoire au Congrès du PCRml (5F + 2F de port)

● Abonnez-vous (50F pour 12 numéros)  
Tout abonné reçoit les premiers numéros (Tarif spécial de préparation au Congrès).

## QUELQUES IMPRESSIONS DES GRIFFET APRÈS LES «PORTES OUVERTES» À LIP (8-9 mai)

Après la participation aux journées portes ouvertes de Lip les 8 et 9 mai, bien des interrogations demeurent chez les travailleurs de Griffet, si dans un premier temps, ils sont montés simplement à titre de réciprocity : «Ils sont venus à notre fête le 1<sup>er</sup> mai, on va chez eux les soutenir», il y avait aussi la volonté maintenue de populariser la lutte lors d'un rassemblement où ils espéraient beaucoup de travailleurs de tous les coins de France. Plus que l'exemple même de Lip, c'était avant tout la présence de plusieurs entreprises en lutte qui suscitait l'intérêt. Car les problèmes actuels de la lutte à Lip sont apparus assez nettement ; l'organisation impressionne : «A Lip, ils savent se battre» mais le manque de perspectives est flagrant : «C'est sûr, la lutte à Lip n'est pas encore commencée», «Pour la CGT, ils ne voient pas où ça va aller».

Les débouchés apportés par la motion de coordination des luttes ne semblent pas suffisantes : «La motion, c'est bien, mais il faudrait que ce soit plus dur. Si on fait quelque chose ensemble, il faut que ça marque vraiment, que ce soit dur et offensif». Aussi, la prochaine échéance de rencontre au Lar-



zac, les 5 et 6 juin, ne suscite guère d'enthousiasme dans l'usine pour l'instant.

L'acquis le plus positif de Lip semble être au niveau des débats «sauvages» qui ont pu se tenir et qui portaient en germe l'unité populaire à construire,

comme par exemple avec des élèves de CET où l'alliance ouvriers-élèves est apparue bien plus qu'avec les étudiants se posant des problèmes assez éloignés pour certaines des luttes ouvrières actuelles.

Corr. Marseille

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRml -  
Adresse postale : BP 225 - 75924 Paris Cédex 19 -  
CCP n° 23 132 48 F Paris - Directeur de Publication : Y. CHEVET  
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP -  
Commission Paritaire : 56 942

# BLOC-NOTES

## Juridique

# LA PROTECTION -1- DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL

La loi bourgeoise prévoit un certain nombre de mesures de protection des représentants du personnel, notamment contre les licenciements. A l'heure où, comme à Bourgogne Electronique et dans de nombreuses autres entreprises, le patronat engage une véritable chasse aux syndicalistes, il est utile de connaître cette protection pour pouvoir s'en servir.

Les textes applicables sont l'Ordonnance du 22 février 1945 et la loi du 16 avril 1946, qui ont été partiellement intégrées dans le nouveau Code du Travail : articles L 420-22 et L 420-23.

### QUELS SONT LES PERSONNELS PROTÉGÉS ?

- les délégués du personnel et les membres du Comité d'Entreprise, titulaires et suppléants.

- Les candidats au premier tour des élections au Comité d'Entreprise pendant les 3 mois qui suivent l'envoi de la liste au patron par le syndicat.

- les candidats au premier tour des élections pour les représentants du personnel, pendant 3 mois après la

publication des candidatures.

- les anciens membres du Comité d'Entreprise et les anciens délégués du personnel, pendant les 6 mois qui suivent la fin de leur mandat.

- les représentants syndicaux au Comité d'Entreprise  
- les anciens représentants syndicaux au Comité d'Entreprise ayant exercé leurs fonctions pendant au moins 2 ans sont protégés pendant 6 mois.

- les membres des Comités d'Hygiène et de Sécurité, et les candidats et anciens élus

à ces fonctions, dans les mêmes conditions que pour le Comité d'Entreprise.

- les délégués syndicaux bénéficient eux aussi d'une protection légèrement différente, ainsi que les anciens délégués syndicaux, ayant exercé leurs fonctions pendant au moins un an. C'est une protection durant les 6 mois qui suivent la fin de leur mandat.

La protection légale joue encore dans deux cas particuliers :

- dans le cas où le travailleur protégé avait un contrat à durée limitée, si le patron ne le renouvelle pas

- dans le cas où le travailleur protégé travaille dans une entreprise d'intérim, si sa «mission» n'est pas renouvelée. En effet, les travailleurs intérimaires ont droit à des représentants dans leur entreprise d'intérim.

La protection s'étend aux cas de licenciement collectif



### LA PROCÉDURE DE LICENCIEMENT

ainsi qu'aux cas de mutation et de déclassement. Il y a deux cas dans lesquels elle ne joue pas : la fermeture complète de l'entreprise, le départ à la retraite. Par contre, la protection s'applique même en temps de grève et, même en cas de faute lourde. Elle s'applique également en cas d'absence injustifiée ou de maladie prolongée : le patron ne peut pas prétendre qu'il s'agit là d'une démission du travailleur.

La protection consiste en une procédure particulière pour le licenciement : le principe de cette procédure est que le patron ne peut licencier le travailleur protégé sans avoir obtenu une autorisation préalable. Cette procédure comporte plusieurs degrés que nous verrons successivement.

(à suivre)

### DIMANCHE 23 MAI

#### TF 1

- 13 h 20 - Le petit rapporteur
- 14 h 05 - Les rendez-vous du dimanche
- 15 h 30 - Direct à la une
- 17 h 45 - Courts métrages
- 18 h 45 - Nans le berger
- 19 h 15 - Les animaux du monde
- 19 h 45 - Journal
- 20 h 30 - Les caids, film français de Robert Enrico (1972)
- 22 h 15 - Pour le cinéma
- 23 h 15 - Journal

#### A 2

- 15 h 50 - La vie secrète des animaux
- 16 h 15 - Les Robinson suisses, série américaine
- 18 h 50 - Stade 2
- 19 h 30 - Ring Parade
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Système 2
- 21 h 50 - Ardéchois cœur fidèle, feuilleton
- 22 h 50 - Journal

#### FR 3

- 19 h 55 - Spécial sports
- 20 h 05 - Les animaux chez eux
- 20 h 30 - Les visiteurs du dimanche, la fête à Cannes
- 22 h 15 - Journal
- 22 h 30 - Cinéma de minuit trois camarades, film américain de F. Borzage (1938)

## Feuilleton

# HON DAT

DE ANH DUC

### RÉSUMÉ :

Le lendemain de l'enterrement de Su, le lieutenant des rangers rend visite à sa mère Mme Ca Xoi.

### 33<sup>e</sup> ÉPISODE XAM FAIT DES PROJETS

Xam arriva aussitôt après le départ de Ca My. Une ordonnance de taille menue, aux yeux fureteurs l'accompagnait. C'était la deuxième fois qu'il passait voir sa mère. Il avait toujours sur la tête son «trois rideaux». La coiffure cachait presque complètement son front bas et ne laissait voir que ses yeux blancs sans prunelles. Il marchait en se penchant de côté, l'épaule gauche immobilisée, un peu tirée vers le bas. (...)

Xam marcha un moment de long en large, puis se planta devant sa mère.

- Est-ce que les soldats t'ont fait mal ?

Pas de réponse.

Xam reprit sa marche, le bras droit gardant sa rigidité.

- Pourquoi t'es-tu jointe aux mégères de Hon Dat, maman ? Sans toi, on les aurait toutes fauchées !

S'arrêtant au milieu de la pièce, soutenant de sa main gauche le bras blessé, il continua avec exaspération :

- Elle avait la vie dure, cette Su. Trois coups de couteau sans pouvoir lui trancher la tête ! Une imbécile ! Pourquoi frayer avec les Viet Cong pour mourir d'aussi horrible façon ? Et sa mère ! Encore une imbécile aux cheveux blancs ! On lui permettait de raisonner sa fille et elle a refusé ! A propos, tu sais, maman, les types de la grotte vont mourir jusqu'au dernier. Privés de nourriture et de boisson, comment pourront-ils tenir ? Tout à l'heure, quand le brouillard sera levé, je ferai enfumer la grotte avec de la paille saupoudrée de piment. Comme ça, ils seront obligés de sortir de leur trou comme des rats !



Mme Ca Xoi écoutait sans rien dire. De temps à autre, elle lançait à son fils un bref regard. Un regard effrayant, à la fois lucide et hagard.

- Dis maman, où est Ca My ?

- Elle est allée dans le village.

Xam s'assit sur le lit de camp puis de laissa aller à la renverse. Il fixa le toit un bon moment, puis se redressa.

- Cette fois, maman, je reste à Hon Dat. Les Viet Cong écrasés, on y établira un poste. Je reprendrai toutes les terres de papa. Il leur faudra payer la location des rizières et des vergers, y compris les arrières, jusqu'au dernier grain de riz !

Mme Ca Xoi finit par demander :

- Est-ce certain, ce poste qu'on va installer ici ?

- Tout ce qu'il y a de plus certain, fit Xam en se mettant debout. J'installerai le poste et reconstruirai notre maison. Toi et Ca My, vous n'aurez rien à faire de vos mains. Finis, ces poteries et ces travaux de tissage ! De temps en temps, je vous emmènerai en auto à Rach Gia. Je dirai à ma femme d'acheter de beaux vêtements pour Ca My. Avec de beaux atours, elle sera très jolie.

- On verra, dit Mme Ca Xoi de sa voix la plus naturelle.

Puis elle se rendit tout droit vers le poulailler et ligota deux poulets. Elle rentra, les jeta sur le sol au milieu de la pièce en disant :

- Xam ! toi et le soldat, vous allez rester déjeuner ici avec moi.

- Mais oui !

Le visage de Xam s'éclaira. Il enleva sa casquette et la jeta sur le lit de camp. Puis, touchant de sa botte les deux poulets, il s'exclama :

- Dodus, ces poulets !

Ouvrant gaiement son portefeuille, il sortit un billet de deux cents piastres et le remit à son ordonnance. - Hai Nho, va chercher du chou-choum. Et des victuailles, si tu en trouves à la gargote.

L'ordonnance prit le billet avec respect. Xam lui tendit son bidon et lui recommanda de les ramener pleins. Hai Nho s'en alla immédiatement, oubliant son fusil dans sa précipitation. Comme il revenait pour le prendre, Xam l'éloigna du geste.

- Laisse ! Pas de crainte que les types refoulés dans la grotte puissent venir jusqu'ici te le prendre !

Son ordonnance partie, Xam resta plongé dans l'euphorie. De longtemps, il n'avait connu une joie pareille.

(à suivre)



# GUADELOUPE : UNE JEUNE NATION EN LUTTE

Par Christine VAIVRE

## 'LA MACHETTE ET LE MARTEAU'

### NAISSANCE DU CINÉMA GUADELOUPÉEN

Pour terminer cette série d'articles sur la Guadeloupe, nous avons voulu montrer l'un des fronts de la lutte pour l'indépendance nationale, celui de la culture et particulièrement celui du cinéma. «La machette et le marteau», c'est un film réalisé au printemps 75, lors de la lutte de la canne, avec les travailleurs en lutte. Diffusé jusqu'à maintenant par le réseau militant (\*), il sera prochainement projeté dans des salles parisiennes. Nous appelons tous nos lecteurs à aller voir ce film, à en débattre ensuite. Pour leur en faire connaître le contenu, le sens, nous avons interviewé son réalisateur : Gabriel Glissant.

**Quotidien du Peuple : Peux-tu nous dire pourquoi tu as fait ce film sur la Guadeloupe ?**

Gabriel Glissant : La première chose, c'est que depuis 1970 environ, dans les Antilles et surtout en Guadeloupe, des luttes se sont déroulées. Dans la presse française, il n'y avait pas d'information là-dessus ou alors des entrefilets dans «Le Monde» qui permettaient de dire qu'il y avait la grève de la canne, mais sans aucune explication.

Ensuite, il y a eu le voyage de Giscard là-bas. C'était une opération politique de l'impérialisme français, elle correspond à la politique française dans les Antilles, à un objectif bien précis : la politique touristique comme panacée économique de ces pays. A partir de cette époque, surtout maintenant, il y a un grand battage publicitaire autour des Antilles. Il était donc important d'aller faire un premier film pour dire «effectivement les Antilles, ça existe, c'est beau, mais ça existe différemment.» Et pour les travailleurs français qui vont là-bas, s'ils trouvent les 3 000 francs pour y aller, ce qui est assez difficile, ça permet de leur dire «le pays que vous allez visiter est un pays où il y a aussi des travailleurs qui mènent des luttes, c'est important que vous le sachiez».

Pourquoi l'avoir fait en Guadeloupe plus spécialement ? C'est parce que la réalité antillaise est faite de luttes et que l'île dans laquelle les luttes sont les plus avancées, les plus structurées et surtout menées par le peuple, c'est en Guadeloupe. C'est là que les choses sont les plus avancées politiquement.

Avant de partir, j'ai contacté des militants, on a essayé de faire une analyse de la situation politique en Guadeloupe à partir des enquêtes qu'existaient, des informations qu'on avait. Il fallait savoir ce qu'on allait faire comme film, quel film, politique, d'informations générales.

#### TOURNER AVEC LES TRAVAILLEURS

**QdP : Comment as-tu travaillé pour tourner avec les travailleurs ?**

G.G. : A la limite, les gens étaient assez méfiants. Ce n'est pas parce que je suis Antillais que je vais faire un film juste. J'ai été mis pratiquement à l'épreuve pendant le tournage, et c'était normal. En fait, ils m'attendaient sur le résultat. Le contact avec les travailleurs s'est fait pendant plusieurs nuits, puisque le jour ils travaillaient. Pendant deux semaines, je suis allé à des réunions de discussion avec les travailleurs, discuter avec eux de ce que je pensais politiquement. Ce n'était pas de la discussion théorique, ils me demandaient ce que je pensais de tel fait précis à tel moment par rapport à la lutte qu'ils étaient en train de mener. Ils me posaient des questions : pourquoi je voulais les filmer, ce que je voulais filmer chez eux... Au bout d'un moment, ils ont pensé que je pouvais être capable d'être l'interprète de leur lutte.

Ils ont commencé alors à me faire des propositions. Ce n'est pas moi qui ai dit, je vais filmer votre réalité comme ça. Ils m'ont fait des propositions précises de thèmes sur lesquels je pouvais filmer, les thèmes principaux de leur lutte. Les «coups de main», il a fallu d'abord que j'aie vu comment ça se passait, et après j'ai filmé, les différentes façons de couper la canne : j'allais avec les travailleurs sur le champ, ils m'expliquaient et après on filmait. C'étaient les travailleurs qui disaient ce qu'ils voulaient.

#### GÉNÉRALEMENT LES FILMS MILITANTS SONT DES SLOGANS, ILS SONT RASOIRS... ON A ESSAYÉ DE NE PAS FAIRE ÇA !

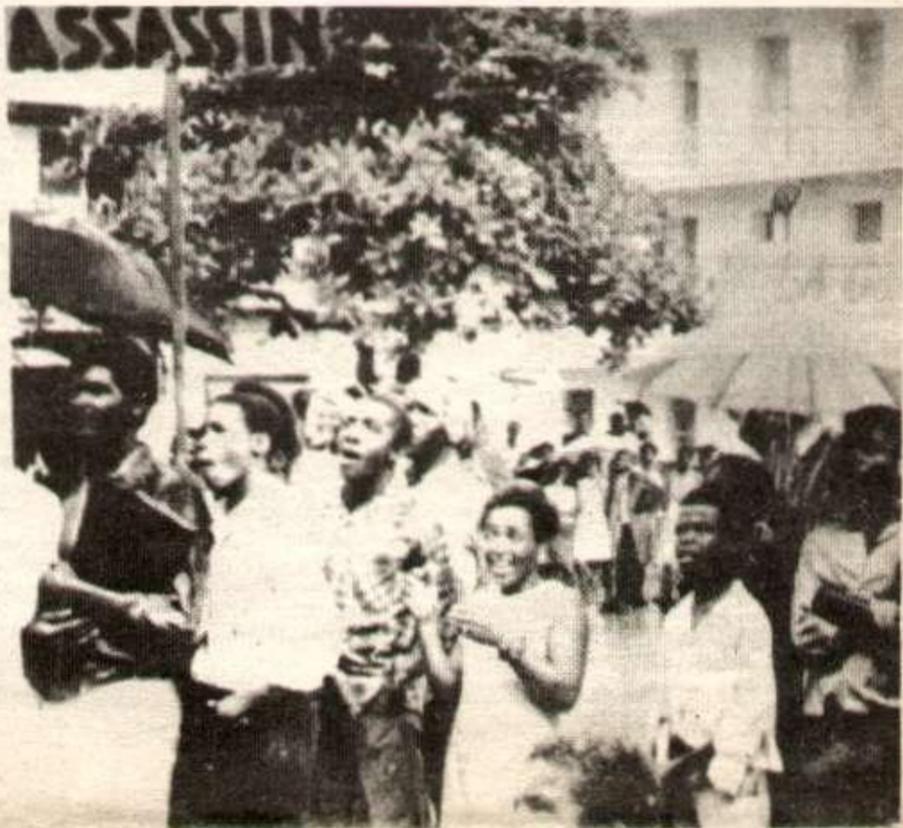
La plus grande confiance s'est instaurée entre nous, je ne commandais rien de ce qu'ils disaient, on avait une conversation et pendant la discussion, la caméra tournait, ou ne tournait pas d'ailleurs. Il y a des moments où il nous semblait plus important de participer à ce qui se disait, se faisait que de filmer. Laisser les gens s'exprimer, c'est aussi faire confiance aux spectateurs. Généralement, les films militants sont des slogans, ils sont rasoirs. C'est le même système qu'à la télé : on filme des images et on plaque un commentaire. Dès le départ, on a essayé de ne pas faire ça. Il ne s'agissait pas d'une partie de ping-pong pour savoir qui a raison, des travailleurs ou des usiniers. Il s'agissait de montrer l'option de vie de chacun, travailleurs et usiniers, la différence fondamentale entre les deux, pourquoi les uns imposent un état de fait colonial sur les autres, et pourquoi les autres le refusent. Dans le film, en face de la thèse défendue par le préfet, on met la thèse des travailleurs, on les confronte. Et dans la manière de le faire intervient le sens politique du film.



#### METTRE LES DEUX THÈSES EN CONTRADICTION...

**QdP : Justement, comment as-tu fait pour interviewer le préfet, les capitalistes usiniers... ?**

G.G. : Il faut dire que j'ai eu assez de



chance. Il n'y a que les révisionnistes qui étaient méfiants. Les usiniers, eux, pensaient que c'était important qu'un film soit fait, qu'une information soit donnée. Seulement ils pensaient que j'allais le faire dans un sens qui irait dans leur intérêt.

**QdP : Et avec le préfet ?**

G.G. : Pas de problème, au contraire. Il a téléphoné à Paris pour savoir si j'étais fiché aux Renseignements Généraux, comme je ne l'étais pas encore, il a accepté de me donner une interview. En définitive, il défend une ligne politique, celle du gouvernement français ; c'est clair, net, il la tient logiquement jusqu'au bout. Il dit ce qu'il a à dire. C'est d'autant plus intéressant qu'il le dit très bien, c'est possible de montrer où il ment, où il se tait.

Dans le montage, on a essayé de mettre les deux thèses en contradiction, celle des travailleurs, celle de la réaction, afin de faire ressortir ce qu'il y avait de vivant, de positif chez les travailleurs et ce qu'il y avait de démagogique, de borné chez la réaction. Je crois qu'on a réussi... On montre que ces gens ne font que parler alors que les autres travaillent et prennent en mains leurs problèmes.

#### LES TRAVAILLEURS, LES VÉRITABLES RÉALISATEURS...

**QdP : Peux-tu nous dire justement comment tu as réalisé le montage de ce film ?**

G.G. : C'était la deuxième phase de collaboration. J'ai mis un carton à la fin du film disant que les travailleurs étaient les véritables réalisateurs du film. Chaque fois qu'une séquence était montée, on s'arrêtait, des camarades, militants politiques, venaient, regardaient et me disaient, selon le sens qu'on avait voulu donner à la séquence, si c'était ça ou si je m'étais trompé. Pendant tout le montage, pendant deux mois, une discussion s'est instaurée. Ce qui était important, c'était de ne pas se tromper dans la retranscription de la réalité

du pays, et qui peut mieux le connaître que les gens qui luttent ? On a essayé d'affiner le sens politique du film sans arrêt.

Pour faire un film, c'est le seul schéma qu'on doit appliquer maintenant : au départ une enquête aussi bien sur la personne qui fait le film que de cette personne sur les autres pour savoir de quoi tu vas parler ; une connaissance de ton métier pour ne pas desservir cela même que tu veux montrer (ce n'est pas parce qu'il y a une ligne juste que ça fait un bon film) ; enfin une analyse du sens qui a été produit et un remaniement constant.

#### UN PREMIER PAS

Ce qui se dégage du film, ce n'est pas du tout un slogan «le fusil est en bas à droite», mais, sans arrêt, un phénomène national. Mais en réalité ce n'est pas dans le film, c'est chez les gens là-bas. Toute leur position, c'est de dire «notre pays», «notre peuple»... et ils parlaient en créole.

**QdP : C'est là un aspect important de ton film. Pourquoi avoir fait un film en créole, qu'est-ce que ça signifie ?**

G.G. : La Guadeloupe est un département français, ce sont des Français qui habitent là-bas... sauf que, quand les gens ont à communiquer entre eux, ils emploient une langue qui est la leur : le créole. Rien que pour ça, le film devait être fait. Permettre à des gens de parler dans leur langue, c'est leur donner la possibilité de dire ce qu'ils ressentent. C'est tellement vrai que dans ce film, les vrais Français parlent français. Tous les Guadeloupéens qui d'une manière ou d'une autre sont des assimilationnistes ou des républicains dans le cadre de la République Française... parlent français. Tous les autres qui se rangent sur des positions de classe parlent créole. Dans le film, on dit que parler créole est lié à la façon d'envisager quels sont les secteurs principaux des changements futurs en Guadeloupe. C'est et ce sera un front de lutte très important. Je ne veux pas avoir une attitude triomphaliste, mais avec ce film, un premier pas est franchi. Il montre qu'un peuple vit en Guadeloupe, qu'il lutte pour son indépendance.

(\*) Film diffusé par Iskra, 19 rue Albert - Paris 13<sup>e</sup>